

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°28

octobre-décembre 2022

Antifascisme, antiracisme

Table des matières

Les élites économiques favorisèrent le nazisme, et en furent récompensées.....	3
« Vichy est le ressort inconscient des politiques publiques à l'égard des Voyageurs »	8
Général, les voilà.....	14
Les trous de mémoire de M. Macron.....	15
Xénophobes souriants, néofascistes recyclés, contre le droit à l'IVG à l'Assemblée.....	16
South Face, un groupe d'extrême droite responsable de nombreuses agressions	20
Les loups sont entrés en meute dans l'Hémicycle	25
Racisme en France : complaisances médiatiques et démagogies politiciennes.....	30
Vieux pots, sale soupe	31
« Verity France » accusée d'antisémitisme afin d'anéantir cette association devenue trop gênante.....	32
Et si les nazis avaient sacrifié l'Allemagne, mais n'avaient pas perdu la guerre ?.....	36
Vera Sharav : « À moins que nous ne résistions tous, 'plus jamais ça', c'est maintenant » - Discours - Nuremberg, le 20 Août 2022.....	38
Culture woke : l'arbre qui cache la forêt.....	42
Der Spiegel : des vétérans de la Wehrmacht ont créé une armée secrète en Allemagne de l'Ouest.....	46
Interview de Delphin Ntanyoma sur les violences à l'Est de la RDC.....	51

Les élites économiques favorisèrent le nazisme, et en furent récompensées

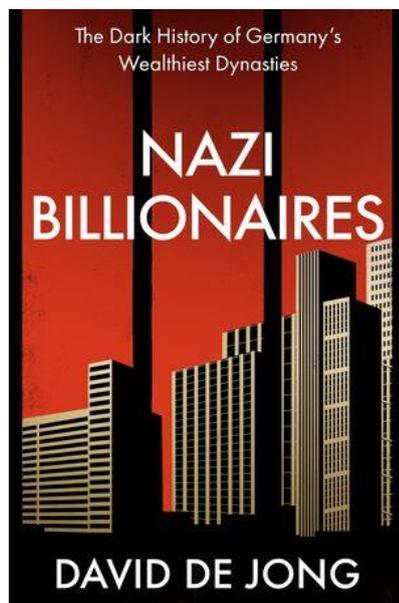
Dans son livre *Nazi Billionaires : The Dark History of Germany's Wealthiest Dynasties*, David de Jong explore les liens historiques entre le Troisième Reich et les actuels capitaines d'industrie allemands. Ce n'est pas seulement de l'histoire ancienne.



Hitler en compagnie de Ferdinand Porsche

Au cours des deux dernières décennies, une forme insidieuse de révisionnisme historique a émergé au sein de la droite étasunienne. Menée par le commentateur politique conservateur et criminel condamné Dinesh D'Souza, la droite a colporté une fiction commode : les nazis, parce que leur nom complet était « national-socialiste », appartenaient à la gauche et Adolf Hitler était un produit de « l'étatisme » qui a mal tourné.

Rien n'est plus éloigné de la vérité, comme le démontre le journaliste d'investigation David de Jong dans son nouveau livre, *Les milliardaires nazis : L'histoire sombre des dynasties les plus riches d'Allemagne*. Selon le reportage approfondi de De Jong, les capitalistes allemands ont soutenu les nazis à tout bout de champ, et leur héritage se poursuit aujourd'hui encore, l'élite économique du pays étant toujours étroitement liée aux profiteurs de guerre nazis.



De Jong montre que de nombreux milliardaires allemands sont liés au Troisième Reich, qui a largement mobilisé la base industrielle de l'Allemagne et a réduit en esclavage et assassiné des millions de Juifs, de Roms et de Slaves pour exécuter les ordres incessants du complexe militaro-industriel du Reich.

Jusqu'à ce jour, l'élite capitaliste allemande entretient des liens étroits avec le nazisme. Par exemple, l'actuel parti néofasciste l'AfD, Alternative pour l'Allemagne, co-fondé par une ancienne économiste de Goldman Sachs, a reçu d'importantes contributions à sa campagne électorale de la part d'August von Finck Jr, un financier dont le père avait fondé le géant des services financiers Allianz et une importante banque privée, Merck Finck, et qui a largement profité du Troisième Reich.

C'est loin d'être le seul exemple. Le beau-fils et ancien protégé de Joseph Goebbels, Harald Quandt, est devenu l'un des principaux industriels de l'Allemagne d'après-guerre. La société de voitures de sport Porsche, premier producteur de la Volkswagen, a été fondée en 1930 par Ferdinand Porsche, confident d'Adolf Hitler et profiteuse de guerre, en collaboration avec Anton Piëch, le gendre de Porsche.

L'acquisition complète de Porsche et de Volkswagen par la famille Porsche/Piëch en 1935 n'a été possible que grâce à un processus d'aryanisation qui a laissé le cofondateur juif de Volkswagen, le pilote de course et investisseur Alfred Rosenberger, avec des miettes. De Jong rapporte que Porsche avait 20 000 esclaves mis à sa disposition par Hitler.

De tels détails ne sont pas simplement de l'histoire ancienne. Jusqu'en 2015, le conseil de surveillance de Volkswagen et de Porsche comprenait Ferdinand Piëch, le petit-fils et le fils des profiteuses de guerre nazis qui avaient fondé puis ayanisé l'entreprise.

Les liens familiaux ne sont pas secrets, de nombreux héritiers nazis, étant en fait, assez impudents au sujet de leur histoire. Une descendante, l'héritière des biscuits Verena Bahlsen, a admis en 2014 que sa famille avait fait travailler sept cents captifs polonais et ukrainiens dans ses usines pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais selon De Jong, Bahlsen n'était pas embarrassée à ce sujet, puisqu'elle a affirmé que sa famille avait traité ces travailleurs esclaves de manière équitable.

« Je possède un quart de Bahlsen, et j'en suis heureuse aussi », a déclaré Bahlsen. « Elle devrait continuer à m'appartenir. Je veux gagner de l'argent et acheter des voiliers avec mes dividendes, etc. »

La mort d'une « paix dure »

Comme l'illustre De Jong, les capitalistes allemands ont travaillé main dans la main avec les nazis lorsqu'ils ont entrepris de prendre le contrôle du pays.

Après l'ascension d'Hitler en 1933, le processus d'aryanisation mis en place par les nazis a été incroyablement efficace pour solidifier le soutien des capitalistes allemands au Troisième Reich, grâce auquel les Allemands non juifs ont reçu, pour quelques centimes de dollars, d'énormes quantités d'actions, de terres et d'œuvres d'art volés aux Juifs.

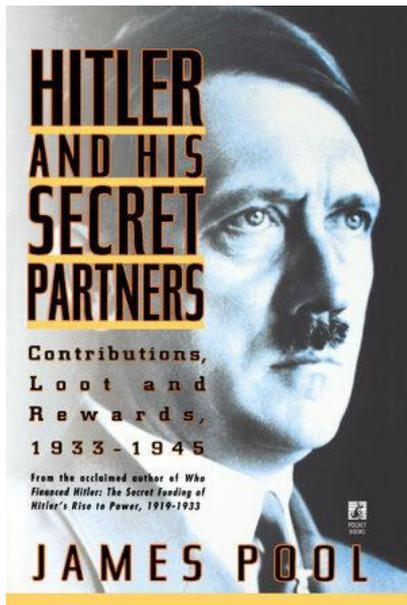
Les capitalistes allemands n'avaient pas besoin d'être convaincus de la nécessité de se réarmer, comme l'exigeait Hitler. Ce n'est qu'avec une Allemagne musclée, agressive et expansionniste qu'ils croyaient pouvoir prendre la place qui leur revenait à la table du monde capitaliste.

Après la défaite du Reich face à l'Union soviétique à Stalingrad au début de l'année 1943 qui a privé Hitler de l'accès aux importants champs pétrolifères de Bakou, l'élite allemande la plus sophistiquée, comme celle dont De Jong dresse le portrait, savait qu'il n'y avait aucune chance, d'un point de vue logistique, que l'Axe puisse gagner la guerre en Europe.

Bien que De Jong ne le dise pas explicitement, ce sont des preuves comme celle-ci qui suggèrent que la Solution Finale, qui a impliqué le meurtre de millions de Juifs, a également été inspirée par les capitalistes nazis qui s'efforçaient d'éliminer les futures réclamations légales pour leurs crimes et leurs pillages.

Bien que De Jong prenne soin de limiter son analyse à l'Allemagne, il convient de noter que le puissant industriel étatsunien Henry Ford a également contribué aux campagnes des nazis au début des années 30, comme l'a montré James Pool dans *Who Financed Hitler* et *Hitler and His Secret Partners*.

À la fin de la guerre, le secrétaire américain au Trésor Henry Morgenthau, qui était juif, a plaidé en faveur d'une « paix dure » qui aurait obligé non seulement les capitalistes et les financiers du Troisième Reich, mais aussi une partie beaucoup plus importante de ses officiers supérieurs, voire le peuple allemand dans son ensemble, à rendre des comptes pour leur soutien aux nazis. Un tel plan aurait placé le centre industriel de la Ruhr à l'ouest sous le contrôle des Nations unies et désindustrialisé de manière permanente le reste de l'Allemagne, la transformant en une société agraire, garantissant qu'elle ne pourrait jamais se réarmer.



Comme le note De Jong dans son livre, le colonel de l'armée américaine George Lynch a résumé le raisonnement qui sous-tendait l'approche de la « paix dure » lorsqu'il s'est adressé à une petite ville d'Allemands qui était restée les bras croisés alors que les nazis avaient brûlé vifs plus de mille survivants des camps de concentration dans une grange fermée à clé dix jours auparavant :

« Certains diront que les nazis étaient responsables de ce crime. D'autres désigneront la Gestapo. La responsabilité n'incombe à aucun d'entre eux, c'est la responsabilité du peuple allemand... Votre soi-disant race maîtresse a démontré qu'elle n'est maîtresse que du crime, de la cruauté et du sadisme. Vous avez perdu le respect du monde civilisé. »

Mais ceux qui se sont engagés à mettre un large éventail de capitalistes allemands à la barre ont dû faire face à une énorme bataille. Des réseaux d'exfiltrations nazis, c'est-à-dire des réseaux qui permettaient aux nazis bien connectés de s'échapper, ont été mis en place par des anciens du Troisième Reich travaillant avec la CIA et le MI6 britannique, afin que des témoins cruciaux des atrocités disparaissent en Amérique du Sud, pour être récupérés et utilisés dans les futurs projets de la guerre froide.

D'autres coupables ont été recueillis par la communauté scientifique américaine. Comme le note Annie Jacobsen dans son livre de 2014, *Operation Paperclip : The Secret Intelligence Program that Brought Nazi Scientists to America*, Wernher von Braun, qui a supervisé d'horribles expériences sur des prisonniers juifs et slaves, a rapidement été nommé responsable scientifique des programmes de fusées aux États-Unis et sera finalement considéré comme le fondateur de la NASA.

À Nuremberg, les enquêteurs juifs chargés de demander des comptes aux anciens nazis se trouvaient dans une position particulièrement difficile, compte tenu de l'antisémitisme bien ancré aux États-Unis du milieu du siècle et de la montée de l'anticommunisme, ce qui signifiait que les enquêteurs juifs pouvaient voir leurs investigations empêtrées dans un flou bureaucratique.

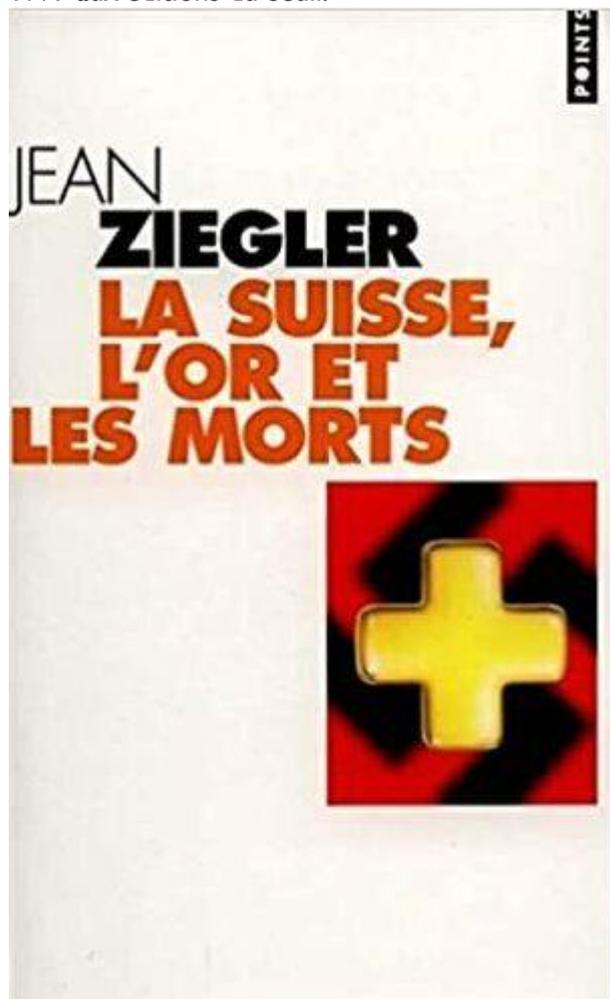
Les dirigeants militaires étatsuniens et britanniques de l'Allemagne d'après-guerre, quant à eux, étaient plus intéressés par la mobilisation de la puissance du capital allemand contre l'Union soviétique que par la recherche de la justice.

Comme le note De Jong :

« Au début de la guerre froide, au début de 1947, les priorités de l'administration Truman ont commencé à passer de la punition de l'Allemagne à la facilitation de son redressement économique. En bref, les États-Unis voulaient un rempart contre l'expansion communiste en Europe, et la partie occidentale de l'Allemagne, qui avait le potentiel pour devenir la plus grande économie d'Europe, pouvait servir de clé pour contenir l'Union soviétique et relancer le reste du continent. »

Les banques suisses qui détenaient de l'or nazi jusqu'au cou, dont une partie provenait des plombages des victimes juives des camps de concentration, ont également fait pression avec véhémence contre un procès et une enquête plus larges sur les profits de guerre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, comme l'a

démonstré l'ancien député Jean Ziegler dans son excellent livre intitulé *La Suisse, l'or et les morts*, paru en 1997 aux éditions du Seuil.



Il n'est donc pas étonnant que les efforts de Morgenthau en faveur d'une « paix dure » aient été écartés sous Harry Truman au profit d'une « paix douce » qui préconisait une Allemagne de l'Ouest forte contre la menace soviétique. Le tribunal de Nuremberg, composé de capitalistes allemands, a été réduit à sa plus simple expression lorsque Wall Street a repris le contrôle des États-Unis après la mort de Franklin D. Roosevelt. L'un des rares capitalistes à avoir été condamné à Nuremberg, l'industriel des munitions Friedrich Flick, a passé moins de trois ans en prison. Flick, qui avait utilisé 48 000 esclaves qui lui avaient été fournis pendant la guerre, n'a jamais versé aucune compensation à ses victimes. Après sa libération, il a reconstitué ses affaires, devenant finalement l'homme le plus riche d'Allemagne à sa mort en 1972.

De nombreux survivants du travail forcé, mais certainement pas tous, ont reçu des réparations très modestes, jamais plus de quelques milliers de dollars. Aucun des descendants de ceux qui avaient été réduits en esclavage ont travaillé pour les nazis jusqu'à ce que mort s'ensuive n'a reçu un centime de réparation.

Pendant ce temps, bon nombre des grandes entreprises qui ont joué un rôle de premier plan dans la machine de guerre nazie sont rapidement devenues plus grandes et plus importantes que jamais, notamment *la Deutsche Bank, BMW et Allianz*.

Une menace néonazie croissante

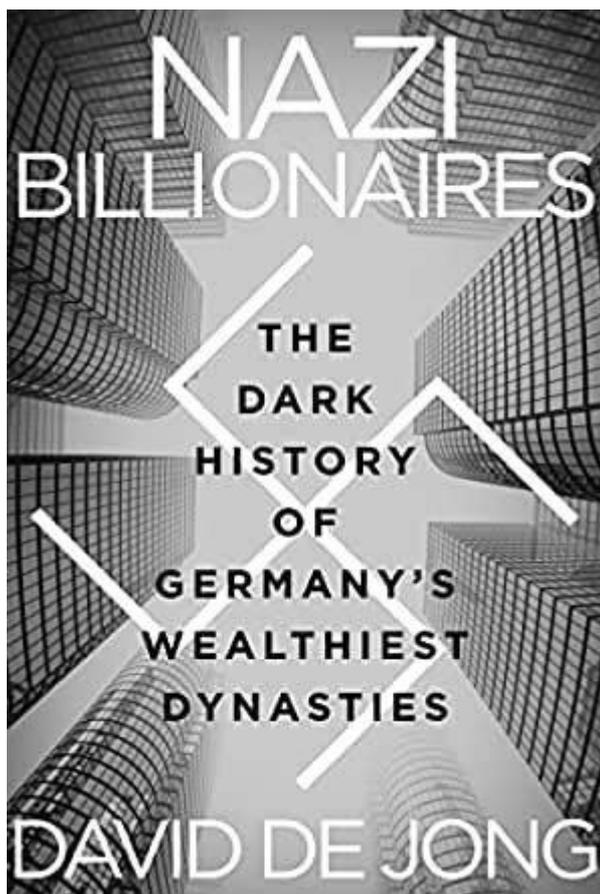
Le livre de De Jong est essentiellement historique et ne consacre que peu de temps à l'analyse de l'Allemagne d'aujourd'hui, même si, ces derniers temps, le pays a pris un tournant dangereux.

Alors que les lois allemandes interdisent la négation de l'Holocauste, il est de plus en plus normal que des personnalités importantes minimisent les crimes du Troisième Reich. Par exemple, un éminent universitaire allemand, Jorg Baberowski, s'est engagé dans le négationnisme historique autour d'Hitler, tout en avançant un message d'extrême droite sur la migration. Pendant ce temps, en 2017, une conspiration a été révélée impliquant des membres néonazis de haut rang des services de sécurité allemands qui complotaient pour

assassiner des politiciens de haut rang, un projet connu sous le nom de *complot du Jour X*. En 2019, le politicien de centre-droit pro-migrants Walter Lübcke a été assassiné par un néo-nazi.

Si le parti néonazi moderne Alternative pour l'Allemagne (AFD) a peut-être atteint son point culminant pour l'instant, le parti ayant obtenu un million de voix de moins en 2021 qu'aux élections de 2017, il conserve une représentation dans tous les parlements des États allemands, en plus du parlement national.

De plus, l'inégalité économique croissante crée toujours un terrain fertile pour des gains supplémentaires par l'extrême droite, en particulier parce que la gauche du pays est une coquille vide avec une base de la classe ouvrière qui s'érode rapidement. En outre, il est facile de voir comment les appels à des dépenses militaires allemandes plus agressives en réponse à la crise en Ukraine pourraient profiter à cette marée montante de la droite dans la politique allemande, étant donné les liens étroits entre le militarisme et les néo-nazis allemands.



Il semble donc incomber aux progressistes du monde entier d'insister sur un nouvel effort de dénazification de l'Allemagne, centré sur les descendants des milliardaires nazis allemands. Les implications politiques évidentes de *Nazi Billionaires : The Dark History of Germany's Wealthiest Dynasties* comprennent la création d'une nouvelle commission allemande de vérité et de réconciliation, ainsi que le versement de réparations supplémentaires directement aux survivants des camps de concentration d'Hitler et à leurs descendants, grâce à la richesse des descendants des capitalistes responsables de ce crime.

Avec ce livre, De Jong a rendu un service public essentiel en rouvrant cicatrices précédemment refermées. Lorsqu'un président étatsunien qualifie les néonazis violents de « personnes très bien », il devient urgent de mettre ces vérités en lumière. En définitive, si vous êtes préoccupé e par la montée des inégalités ou de l'extrême droite, *Nazi Billionaires* est une lecture obligatoire.

Matthew CUNNINGHAM-COOK, 5 juillet 2022
Contretemps

Matthew Cunningham-Cook a collaboré à Labor Notes, Public Employee Press, Al Jazeera America et The Nation.

<https://fr.sott.net/article/40374-Les-elites-economiques-favoriserent-le-nazisme-et-en-furent-recompensees>

« Vichy est le ressort inconscient des politiques publiques à l'égard des Voyageurs »

Discriminations

Le régime de Vichy a persécuté les populations désignées « nomades » ou plus tard « gens du voyage », qui ont subi internement et déportation. Mais Vichy n'est que le point d'orgue d'une politique qui a débuté et s'est poursuivie sous la République.



Basta! : Vous racontez le sort des Voyageurs en France pendant la Seconde Guerre mondiale, dans votre livre *Les Nomades face à la guerre*. Vous y soulignez aussi que les discriminations à leur encontre commencent plusieurs décennies avant le début de l'occupation allemande. Quelles formes prenaient-elles alors ?

Lise Foisneau : Les persécutions subies par les collectifs romani et voyageurs en France pendant la guerre s'inscrivent dans une histoire longue. Si l'assignation à résidence a été décrétée dès le mois d'avril 1940, c'est parce que les Roms, les Manouches, les Gitans, les Sinti, les Yéniches et les Voyageurs avaient déjà été regroupés en 1912 dans une même catégorie administrative, celle de « Nomades ». On les avait déjà soumis à des procédures d'identification et à une surveillance policière rapprochée.

Sans les processus d'identification et de contrôle auxquels étaient soumis depuis 1912 les soi-disant « Nomades », l'assignation à résidence, l'internement et les déportations auraient été beaucoup plus difficiles à mettre en œuvre. Les personnes que l'on avait réunies dans cette catégorie n'avaient parfois rien en commun. Le travail administratif entrepris au début du 20^e siècle a permis aux mesures répressives décidées par Vichy et les autorités d'occupation allemandes d'atteindre immédiatement leur cible. Il ne faut donc pas séparer trop nettement la guerre de ce qui la précède, et de ce qui suivra. L'idée directrice du livre est que la période de la guerre ne constitue pas une exception du point de vue de la politique anti-nomades, mais un moment de vérité.



Lise Foisneau

Lise Foisneau est chercheuse au CNRS. Elle a soutenu une thèse en anthropologie à Aix-Marseille Université sur les formes politiques d'un collectif romani de Provence. Elle a conduit des recherches postdoctorales sur la mémoire de la Seconde Guerre mondiale à la Central European University (Budapest), au United States Holocaust Memorial Museum (Washington) et à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Elle a aussi travaillé sur les inégalités environnementales dont sont victimes les gens du voyage sur les aires d'accueil. Voir par exemple [l']article sur la revue *Ballast*. ©DR

Qui entrait dans la catégorie administrative de « Nomades » forgée par la Troisième République ? Cette catégorie se basait-elle sur des préjugés racistes ?

La catégorie administrative de « Nomades » est créée par la loi du 16 juillet 1912 pour soumettre ceux qu'on appelait les « bohémiens » à un régime juridique spécifique. Cette loi avait une portée plus générale, puisqu'elle entendait aussi réguler les

professions ambulantes. Trois catégories voient alors le jour : les marchands ambulants, les forains et les nomades.

Le critère du nomadisme, retenu par les législateurs, avait à leurs yeux le mérite d'éviter une qualification raciale explicite tout en permettant de regrouper des populations disparates. Pour autant, le décret d'application de la loi est sans ambiguïté : les « Nomades » sont le plus souvent des personnes « présentant le caractère ethnique particulier aux romanichels, bohémiens, tziganes, gitanos ». Derrière le critère législatif décrivant en apparence un mode de vie nomade, il y avait bien des intentions ouvertement racistes.



Lise Foisneau, en collaboration avec Valentin Merlin, *Les Nomades face à la guerre (1939-1946)*, Paris, Klincksieck, 2022.

Les Nomades face à la guerre

À partir de l'été 1940, le régime de Vichy a déployé sa propre politique de persécution des populations considérées comme « Nomades ». Vichy ne s'est donc pas contenté de mettre en œuvre les ordres de l'occupant allemand ?

Avant même de parler de la politique du régime de Vichy, il faut rappeler que l'immobilisation du monde du voyage est la conséquence du décret du 6 avril 1940 adopté par la Troisième République en guerre. Vichy le conservera, puisqu'il prévoyait déjà l'assignation à résidence et l'internement des « Nomades ». Marcel Peyrouton, ministre de l'Intérieur du maréchal Pétain, signe le 20 janvier 1941 une circulaire qui reprend mot pour mot le texte du décret du 6 avril 1940, et cette circulaire constitue le texte officiel définissant la politique de Vichy à l'égard des « Nomades ». On peut donc soutenir que cette décision est, pour l'essentiel, indépendante de la politique mise en œuvre par les Allemands en zone occupée, mais pas sans rapport avec les dispositions législatives et réglementaires de la Troisième République. Pour autant, les camps d'internement pour « Nomades » seront ouverts par ordre de Vichy et par ordre des occupants. Il y en a eu plus d'une cinquantaine.

Les persécutions se sont-elles poursuivies après la Libération ?

En septembre 1944, quand le territoire fut libéré dans sa presque totalité, les mesures d'assignations à résidence et d'internement des « Nomades » n'ont pas été levées, comme elles le furent pour les autres groupes persécutés. Le Gouvernement provisoire de la République française décida au contraire de conserver sa pleine application au décret du 6 avril 1940 prévoyant l'immobilisation des « Nomades ». Ces derniers restèrent donc assignés à résidence dans des villages ou des villes ou internés dans des camps jusqu'à l'été 1946. Nous n'avons pas pris la mesure des conséquences d'une telle décision qui priva des citoyens français de liberté pendant deux années entières après la libération du pays. Les déportations vers l'Allemagne avaient cessé, mais les conditions d'assignation et d'internement demeurèrent identiques. La sous-alimentation chronique continua de produire ses effets désastreux sur la santé des assignés et des internés.

La décision politique de maintenir un décret qu'aucun des principes de la République ne pouvait justifier, peut être aujourd'hui considérée comme le principal obstacle à une enquête historique sur la situation réelle des « Nomades » en France pendant la guerre. On ne pouvait condamner la politique des « Nomades » de Vichy sans condamner aussi la politique des « Nomades » de la République, avant et après la guerre. Personne n'y était prêt.

Alors même que le statut de « Nomades » avait facilité l'assignation à résidence, l'internement et la déportation, il fut maintenu sans aménagement aucun. Quelques dizaines d'années plus tard, alors que le mouvement de mai 1968 a pu permettre des réformes significatives concernant les prisons, les droits des homosexuels ou le droit des femmes, pour les « Nomades », ce moment d'intense critique sociale n'eut pour principal effet qu'un changement de dénomination d'une catégorie administrative.

La loi de 1969 remplaça la catégorie de « Nomades » par la catégorie de « Gens du voyage », qui est encore en usage aujourd'hui. Malheureusement, ce changement d'étiquette a caché le maintien de l'essentiel des politiques anti-nomades jusqu'aux lois Besson de 1990 et 2000, qui instaurèrent les aires d'accueil des gens du voyage. L'étude de la période de la guerre est donc indispensable, si l'on veut comprendre la signification véritable de cette dernière loi, adoptée par un gouvernement « socialiste ».

C'est cette continuité des politiques anti-nomades jusqu'à aujourd'hui qui a été l'impulsion de votre recherche ?

En avril 2015, avec Valentin Merlin, nous avons installé notre caravane sur l'aire d'accueil des Gens du voyage de Saint-Menet, dans le 11^e arrondissement de Marseille. Là, entre la voie ferrée et l'autoroute, près d'une usine classée Seveso et d'un transformateur électrique, nous avons été les voisins de Voyageurs et de Roms durant plusieurs années.

La raison de notre présence en ce lieu inhospitalier était de mener un terrain pour une thèse en ethnologie sur les formes politiques des collectifs de Roms de Provence. À notre arrivée, nous avons découvert avec stupéfaction que la République française a organisé sur son territoire un véritable régime de ségrégation. Comme les aires d'accueil sont réservées à la catégorie de Français que l'administration nomme les « Gens du voyage », seuls ces derniers peuvent accéder à ces lieux. Ayant un travail itinérant et pouvant justifier d'une absence de domicile fixe depuis plus de six mois, Valentin Merlin a obtenu un livret de circulation qui nous a ouvert les barrières des aires d'accueil.

Nos voisins, aussi bien les Roms que les Voyageurs, avaient en commun d'être les descendants de personnes qui avaient connu pendant la guerre, pour certains, les camps d'internement de « Nomades », pour d'autres, l'assignation à résidence, et pour d'autres encore, la déportation. Ce sont en fait eux qui, à travers leurs témoignages et leurs questions, nous ont mis sur la piste de la nécessité d'une recherche historique sur la résistance des « Nomades ».

À partir de quelles sources avez-vous mené la recherche historique ?

Sur les indications de nos voisins, nous avons pu localiser certaines des archives des « Nomades » pendant la guerre. Puis, de fil en aiguille, nous avons fini par consulter des documents dans plus de soixante dépôts d'archives départementales, dans les archives de la Défense, aux Archives nationales et dans les archives de l'Église de France. Un grand nombre de ces pièces étaient inédites. Nous avons bénéficié de l'arrêté de 2015 autorisant la consultation des archives de la Seconde Guerre mondiale.

Des découvertes archivistiques nous ont aussi mis sur les traces de certains témoins encore en vie. Nous avons réalisé alors des entretiens aux quatre coins de la France et nous avons confronté des sources administratives – carnets anthropométriques, rapports de gendarmerie, recensements, registres de camps d'internement, arrêtés d'assignation à résidence, etc. – à la parole vivante du monde du voyage. Il y a là une véritable originalité de notre méthode : les chercheurs avaient rédigé jusqu'ici une histoire du point de vue de l'administration. *Les Nomades face à la guerre* est au contraire une histoire des résistances des « Nomades » à cette administration.

Les autorités françaises ont-elles officiellement condamné et reconnu leurs torts à l'égard des Nomades ?

Cette reconnaissance, très attendue, est arrivée tardivement. Le 29 octobre 2016, François Hollande, alors président de la République, déclare sur le site de l'ancien camp de Montreuil-Bellay : « La République reconnaît la souffrance des nomades qui ont été internés et admet que sa responsabilité est grande dans ce drame ». Il fait un historique assez complet des persécutions subies par les « Nomades » en France, mais ne retient pas la qualification de génocide, semblant ainsi accrédi-ter la thèse que les « Tsiganes » auraient connu un meilleur sort sur le territoire français que dans le reste de l'Europe.

Quelles ont les conséquences concrètes de cette absence de reconnaissance jusqu'en 2016 ?

La reconnaissance officielle de 2016 a surtout été symbolique : elle n'a été suivie ni de l'ouverture d'une mission de recherche, ni de la création d'un site mémoriel muséal, et encore moins de réparations. Il est aussi important de dire que, lors de la commémoration de Montreuil-Bellay, il y avait surtout des représentants des centres sociaux travaillant avec les Voyageurs, et peu de Voyageurs eux-mêmes.

De fait, la relation entre l'État et les « Gens du voyage » est une relation médiatisée par des professionnels de l'action sociale. Cette médiatisation a produit une dépolitisation des « Gens du voyage » qui se trouvent dans une situation de dépendance structurelle à l'égard des administrations. Les représentants de l'État ne considèrent pas les « Gens du voyage » comme des interlocuteurs à part entière, mais comme des citoyens de seconde zone qu'il faut éduquer à la citoyenneté et ne jamais perdre de vue.

Un bon exemple de cette relation infantilisante à l'État nous est donné par l'obligation faite aux « Gens du voyage » de disposer d'une domiciliation dans un centre social. En pratique, ils retirent leur courrier auprès d'une assistante sociale et donnent une adresse qui les identifie comme des assistés sociaux – la formule est sans doute un peu rude, mais elle correspond bien à la manière dont ils sont perçus dans le monde des gadjés. Concrètement, ouvrir un compte en banque, faire une demande de crédit, souscrire une assurance auto, payer ses impôts, ouvrir une ligne de téléphone mobile ne peuvent se faire de manière anonyme : les organismes concernés savent immédiatement, grâce à l'adresse « CCAS » qu'on leur donne, qu'ils ont affaire à des « Gens du voyage ». Cette politique d'assistance sociale se met en place officiellement à partir de 1946, mais elle trouve son origine plus lointaine, dans la période de la guerre, dans une présentation paternaliste de la politique d'internement dans les camps de « Nomades ».

Le camp de Saliers, près d'Arles dans les Bouches-du-Rhône, en est un bon exemple : la propagande vichyste qui l'entoure disait vouloir réunir en un même lieu des « Nomades » pour scolariser les enfants et donner un travail sédentaire aux adultes. La politique d'après-guerre ajoutera à ces justifications un argument de santé publique, qui existait déjà avant-guerre, mais sous une forme encore embryonnaire, dans les pages de suivi sanitaire que l'on trouve à la fin du carnet anthropométrique.

En clair, l'histoire des « Nomades » pendant la guerre nous donne des instruments pour comprendre les politiques de l'après-guerre. Vichy est le ressort inconscient des politiques publiques à l'égard des Voyageurs et des Roms depuis 1946.

Certains Nomades ont-ils obtenu réparation des torts subis pendant la guerre ?

Pendant de nombreuses années, les internés des camps de Nomades n'ont pas été reconnus comme des internés politiques. Les organismes successifs chargés de délivrer les cartes d'internés ont considéré ces camps, comme Saliers et Saint-Maurice-aux-Riches-Hommes (dans l'Yonne), non pas comme des camps d'internement, mais comme des « centres d'hébergement » qui étaient censés ne pas être des lieux de privation de liberté.

Il a fallu attendre la publication des travaux de Jacques Sigot, dans les années 1980, pour que l'Office national des anciens combattants (Onac) commence à remettre en cause cette qualification. Pour autant, au lieu de reprendre tous les dossiers de demandes antérieures qui avaient été déboutés, ce changement de perspective prit la forme d'examen au cas par cas, dont l'issue était souvent aléatoire.



Raymond Gurême. ©Valentin Merlin

Raymond Gurême avait ainsi fait une première demande en vue de l'obtention du statut d'interné politique en 1983, mais ce n'est qu'en 2010 que sa demande fut satisfaite, peut-être d'ailleurs davantage parce qu'il allait publier un livre [1] que pour des raisons de fonds. Un tel parcours du combattant pour obtenir une carte donnant droit à une indemnisation dérisoire en a découragé plus d'un.

Ajoutons à cela que certains « Nomades » furent déportés et internés dans des camps en tant que droit commun, parce qu'ils avaient contrevenu à la législation anti-nomades. Comme les droits communs étaient exclus du régime d'indemnisation, les « Nomades » que l'on avait considérés ainsi furent systématiquement déboutés de leurs demandes, et ne purent prétendre à la reconnaissance du caractère inique de leur condamnation pour droit commun, ce qui est tout de même un énorme paradoxe.

Les biens des internés nomades confisqués à l'entrée des camps en France ont-ils été restitués ?

Dans le cas des « Nomades », il n'y a pas eu de législation concernant la spoliation de leurs biens [2]. Ces derniers ont été confisqués au moment de leur arrestation, et, dans la plupart des cas, on en a perdu la trace. C'est une question encore aujourd'hui brûlante : on se souvient dans les familles de telle caravane, de tel chapiteau ou des animaux qui disparurent après le mois d'avril 1940 [3]. Après-guerre, les pouvoirs publics firent comme si les « Nomades » avaient toujours été dans la misère qu'ils connurent effectivement à la sortie des camps et de l'assignation à résidence.

Le témoignage de Denise Weiss sur sa sortie du camp de Jargeau (Loiret) est, à ce titre, particulièrement frappant. Sa famille ne dut sa survie qu'à la charité de quelques personnes. On les avait laissés partir du camp sans leur restituer leurs biens d'avant-guerre. C'est la politique de Vichy et des Allemands qui a transformé le monde du voyage français en un quart-monde. Avant-guerre, il y avait parmi eux des riches, des classes moyennes, et aussi une frange assez pauvre, mais capable de subvenir à ses besoins grâce à toutes sortes de métiers.

Une véritable politique de réparation pourrait-elle jouer un rôle dans la lutte contre les discriminations actuelles ?

Une mission d'étude historique en vue de la constitution d'un mémorial et d'un enseignement sur la persécution des « Nomades » serait indispensable. Mais il me paraît important de ne pas retenir seulement de cette histoire que les « Nomades » ont été uniquement des victimes. Il faudra souligner leur contribution active à la lutte contre Vichy et contre l'occupant allemand, en décrivant la spécificité d'une résistance qui devait lutter sur deux fronts, contre une politique de répression aussi ancienne que la loi de 1912 et contre les formes qu'elle prit pendant la guerre.

Une politique de mémoire et de réparation contribuerait à faire apparaître enfin sous leur jour véritable les politiques mises en œuvre aujourd'hui à l'égard des « gens du voyage ». Comment, lorsque l'on connaît l'histoire des « Nomades » face à la guerre, ne pas réaliser la nature inique de la ségrégation spatiale que constitue l'obligation de résider sur des aires d'accueil [4] ? Les Français peuvent-ils continuer d'accepter qu'une partie d'entre eux n'aient pas le droit de choisir leur lieu de résidence ? Il s'agit là de toute évidence d'une restriction extrême de la liberté de circulation. Toutefois, la connaissance de l'histoire n'est que l'un des éléments permettant de faire céder les préjugés qui constituent encore aujourd'hui le terreau de l'antitsiganisme français.

Recueilli par Rachel KNAEBEL (Basta !), 25 juillet 2022

Photo de une : Aire d'accueil de gens du voyage de Saint-Menet, à Marseille, située à côté d'une autoroute, d'un transformateur électrique, d'une déchèterie pour BTP, d'un site Seveso, de voies de TGV et d'un terrain de motocross. ©Valentin Merlin.

Notes

[1] Raymond Gurême et Isabelle Ligner, *Interdit aux nomades*, Paris, Calmann-Lévy, 2011. Voir aussi l'exposition en ligne.

[2] Voir cet article d'Ilsen About.

[3] En septembre 2020, le Conseil d'État a reconnu que les « Nomades » avaient été victime de spoliation pendant la Seconde Guerre mondiale, mais a rejeté la demande de réparation d'Henriette Théodore.

[4] Voir les photographies de Valentin Merlin parues dans Ballast.

Général, les voilà

Selon *Le Figaro*, Franco était en réalité quelqu'un d'assez pacifique, qui avait été obligé de se lancer dans la tuerie que l'on sait à cause des agissements de ces salauds de rouges.

Pauvre (pauvre, pauvre) général Franco. Depuis plusieurs décennies, sa mémoire est obstinément décriée, sous le seul prétexte qu'il était un putschiste d'extrême droite, devenu l'un des pires tyrans du siècle dernier, responsable d'immenses massacres – et par exemple du crime abject, parmi tant d'autres, que fut le bombardement, perpétré le 26 avril 1937 par ses alliés nazis et fascistes, de la population civile de Guernica. Son cas rappelle celui de ce pauvre (pauvre, pauvre) maréchal Pétain, dont le souvenir est depuis si longtemps dénigré, lui aussi – sur la seule foi de sa complicité active dans la déportation et l'extermination de dizaines de milliers de Juifs par les nazis (et de ses autres crimes et forfaits).

Fort heureusement, il y a *Le Figaro*. C'est ce journal qui avait par exemple osé publier, au mois de février 2016, et au rebours de l'opprobre ambiant, une chronique dont l'auteur – Éric Zemmour, pour ne pas le nommer – dénonçait l'outrance de cette « diabolisation de Vichy ».

Et cet été, le 25 juillet, c'est une collaboratrice du même quotidien qui a publié un long entretien d'où ressortait en substance que Franco était en réalité quelqu'un d'assez pacifique, mais qu'il avait été obligé de se lancer dans la tuerie à cause des agissements de ces salauds de rouges – les rrrrrouges, comme on les appelait en 1952.

J'en rajoute à peine : cette journaliste a publié, pour la promotion de son article, un tweet narratif, je cite, que le Caudillo ne voulait pas du tout « s'engager dans [le] coup d'État » qui a provoqué la guerre d'Espagne, que cette pusillanimité lui valait même des moqueries de ses camarades qui le trouvaient du coup un peu trop efféminé, et qu'il ne s'était résolu à putscher, bien contre son gré donc, « qu'après l'assassinat du chef de la droite, Calvo Sotelo, par le garde du corps du chef du PSOE (1), Indalecio Prieto, le 13 juillet 1936 ».

Et quant au « bombardement de Guernica » par les aviateurs nazis de la légion Condor : il constitue, selon cette rigoureuse professionnelle – qui, n'assumant pas complètement son entreprise, cite là un pseudo-historien – « un cas d'école [...] de propagande efficace, très éloignée de la réalité, instrumentalisé par les conservateurs anglais pour convaincre leur opinion publique de la dangerosité militaire de l'Allemagne ».

Et, pour ce qui me concerne, je trouve formidable que *Le Figaro* fasse un si bon usage des millions d'euros dont l'État français le gave au titre des aides publiques à la presse – lesquelles ont pour fonction, comme on le sait, de faciliter la bonne information de l'opinion publique : j'attends ainsi avec beaucoup d'impatience que cette digne publication, après nous avoir narré que l'abomination de Guernica – coproduction fasciste, franquiste et nazie – a été bien moins abominable que nous ne le pensions, nous raconte à sa manière le massacre d'Oradour-sur-Glane, dont les 643 habitant·es ont été exécuté·es par les SS de la division Das Reich au mois de juin 1944.

(1) Parti socialiste ouvrier espagnol.

Les trous de mémoire de M. Macron

Le Président a oublié qu'en 2018 il a voulu « honorer » le « grand soldat » Pétain.

En ce dimanche 17 juillet, Emmanuel Macron s'est donc rendu, pour commémorer les 80 ans de la rafle du Vél' d'Hiv', à la gare de Pithiviers (Loiret), qui fut le deuxième lieu de déportation en France durant la Seconde Guerre mondiale. L'Élysée l'avait annoncé : le chef de l'État, qui était notoirement « accompagné » de Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, devait prononcer dans cette circonstance « un “discours offensif” contre l'antisémitisme », qui « rôde encore et parfois de manière insidieuse » et « préoccupant[e] », et contre « le “révisionnisme historique”, notamment sur le rôle du maréchal Pétain pendant la Seconde Guerre mondiale (1) ».

Et de fait : Emmanuel Macron a lancé un vibrant appel à « redoubler de vigilance » face à un antisémitisme « toujours vivace » qui « s'immisce dans les débats sur les plateaux de télévision », qui « joue de la complaisance de certaines forces politiques » et qui « prospère aussi autour d'une nouvelle forme de révisionnisme historique, voire de négationnisme ».

Puis le chef de l'État français, dont les propos visaient plus particulièrement l'éditocrate d'extrême droite Éric Zemmour – qui va répétant depuis 2010 que Pétain aurait « sauvé » des juifs –, a encore asséné : « Ni Pétain, ni Laval, ni Bousquet, ni Darquier de Pellepoix, aucun de ceux-là n'a voulu sauver des juifs. C'est une falsification de l'histoire que de le dire (2). »

D'évidence, Emmanuel Macron souffre donc de graves trous de mémoire. D'évidence, Emmanuel Macron a ainsi oublié qu'en 2018, un an après avoir été une première fois élu pour faire barrage à l'extrême droite, il avait voulu « honorer » le « grand soldat » Pétain (3). D'évidence, Emmanuel Macron a aussi oublié qu'en 2020 il avait longuement téléphoné à Éric Zemmour pour lui apporter son soutien après que l'intéressé avait été apostrophé un peu vivement par un passant.

D'évidence encore, Emmanuel Macron a également oublié qu'il s'est tenu coi lorsqu'en 2021 son ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a publié un livre dans lequel il pérorait sur « les difficultés liées à la présence de dizaines de milliers de juifs en France » à l'époque napoléonienne. D'évidence enfin, Emmanuel Macron a même oublié que des députés de son parti viennent, en juin, d'offrir deux vice-présidences de l'Assemblée nationale à un parti cofondé par, entre autres, un ex-Waffen SS et un ancien milicien – et qu'il a lui-même invité deux représentants de ce parti à venir l'écouter ce dimanche à Pithiviers.

Ou alors, qui sait : peut-être qu'en réalité Emmanuel Macron se rappelle tout cela, mais qu'il fait – un peu comme s'il nous prenait encore une fois pour des imbéciles – le pari que nous en aurons, nous, tout oublié.

(1) *Le Monde*, 17 juillet 2022.

(2) *Idem*.

(3) Quelques mois plus tôt, sa ministre de la Culture avait quant à elle prévu de « célébrer » Charles Maurras, inventeur de l'antisémitisme d'État, et Jacques Chardonne, écrivain antisémite et collaborationniste.

Sébastien FONTENELLE (Politis), publié le 20 juillet 2022

Xénophobes souriants, néofascistes recyclés, contre le droit à l'IVG : les nouveaux visages du RN à l'Assemblée

Sous le vernis de sa dédramatisation feinte, les fondamentaux du Rassemblement national arrivent intacts dans les valises des 89 nouveaux députés élus : xénophobie, homophobie, relents d'intégrisme catho et revendications identitaires.

C'est une percée historique pour l'extrême droite française : 89 députés du Rassemblement national (RN) font leur entrée à l'Assemblée nationale. Ce chiffre monte à 91 députés si on inclut Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France, Essonne) et Emmanuelle Ménard (divers extrême droite), réélue dans l'Hérault. Marine Le Pen a décrit ces députés comme une « nouvelle élite politique ». Tous ne sont pas des novices, loin de là. Nombreux sont ceux, y compris parmi les plus jeunes, qui arrivent imprégnés de la longue histoire xénophobe, homophobe et réactionnaire de la formation d'extrême droite. Panorama (non exhaustif) alors que le RN vient d'obtenir deux postes de vice-présidents sur six à l'Assemblée nationale, grâce au vote des élus macronistes.

Les plus hostiles au droit à l'IVG

« Aucun mouvement politique sérieux ne remet en cause en France la loi Veil, acquis à protéger », assure le président du RN Jordan Bardella, le 25 juin. Le député européen répond alors au débat sur l'inscription dans la Constitution du droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), provoqué par la remise en cause de ce droit aux États-Unis par la Cour suprême, et l'interdiction dans la foulée du droit à l'IVG pour les femmes dans neuf États conservateurs (à ce jour). Le président du RN semble méconnaître les positions des députés de son tout nouveau groupe parlementaire. Outre sa patronne, Marine Le Pen, qui fait régulièrement référence aux « avortements de confort » auxquels elle dit vouloir mettre fin, au moins une dizaine de députés RN affichent des positions clairement hostiles à ce droit.

« Après avoir "génocidé" les enfants français à raison de 200 000 par an [1], on doit maintenant les remplacer à tour de bras par les migrants », écrit Caroline Parmentier (élue du Pas-de-Calais), en mai 2018, dans le journal d'extrême droite *Présent*, proche des catholiques intégristes, dont elle est une chroniqueuse régulière. Novice à l'Assemblée, Caroline Parmentier n'est pas en marge du RN : elle a été l'attachée de presse de Marine Le Pen à la présidentielle.

Elle n'est pas la seule à amalgamer le droit à l'IVG à un crime contre l'humanité. Son collègue Hervé de Lépinau (Vaucluse), estimait que l'IVG à 14 semaines est comparable « aux génocides arméniens et rwandais, à la Shoah, aux crimes de Daesh », rapporte le *Journal du Dimanche*. « L'IVG reste un délit (très largement dépénalisé) donc un acte intrinsèquement mauvais », expliquait-il. « L'avortement est un génocide de masse », a également osé Christophe Bentz, élu en Haute-Marne.

Plusieurs députés RN affichent, ou ont affiché, leur volonté de le remettre en cause. Laure Lavalette (Var), porte-parole de Marine Le Pen pendant la présidentielle, élue municipale de Toulon et à la région PACA, est aussi un soutien de Choisir la Vie. C'est l'une des associations à l'origine de la Marche pour la Vie, manifestation annuelle anti-choix. Laure Lavalette a signé en 2014 un texte dans lequel elle s'engageait à « *abroger, à terme, la loi sur l'avortement* », et a soutenu la promesse de Marion Maréchal de supprimer les subventions au Planning familial, association qui défend le droit à la contraception et à l'IVG, en cas de victoire aux régionales de l'année suivante pour « *responsabiliser les femmes* ». Marie-France Lorho, députée de la Ligue du Sud (Vaucluse) soutenue par le RN, avait déjà organisé à l'Assemblée, en janvier 2018, un colloque « Journée pour la vie » où intervenaient de nombreuses figures opposées au droit des femmes, de la Manif pour Tous à Riposte catholique [2]. Rappelons qu'il y a tout juste un an, les 29 députés RN au Parlement européen, dont Jordan Bardella, votaient en bloc contre une résolution promouvant l'égalité d'accès à la contraception et à l'avortement en Europe, suite à la quasi-interdiction du droit à l'IVG en Pologne.

Les ouvertement xénophobes

Le doyen de l'Assemblée nationale, José Gonzalez (76 ans, élu RN des Bouches-du-Rhône), s'est illustré ce 28 juin, lors de la séance d'ouverture de la nouvelle législature, par un discours aux relents nostalgiques de l'Algérie française. Logique : il est membre du Front national depuis 1978, quelques années après sa fondation par des militants néo-fascistes, d'anciens Waffen SS, collaborateurs de l'occupation nazie et membres de l'OAS, organisation terroriste d'extrême droite opposée à l'indépendance de l'Algérie. Il n'est d'ailleurs pas le seul héritier du FN des origines, jusqu'à sa dédramatisation. Caroline Colombier (élue de Charente), a pris sa carte au Front national de la jeunesse (FNJ) dès sa fondation, en 1974. Elle avait alors 15 ans. Christian Girard (Alpes-de-Haute-Provence) y milite depuis quatre décennies. Ils sont au moins une dizaine de députés à y militer depuis au moins 20 ans.



Le racisme en souriant

Sur son compte Twitter, le député RN Victor Catteau (Nord) répond en photo à Olivier Faure (PS) en insinuant « *préférer les chiens aux migrants* ».

Ils et elles ont accompagné la longue histoire xénophobe, raciste et antisémite du FN/RN. Si les déclarations violemment racistes ou négationnistes du FN des origines ne sont – pour l'instant – plus de mise, on affiche désormais sa xénophobie en souriant. Comme Victor Catteau (élu du Nord) qui affiche « *sympathiquement* » le fait de « *préférer les chiens aux migrants* ». Il avait également diffusé sans leur consentement des images d'étudiantes voilées à la faculté de Lille. Frédéric Boccaletti, élu dans le Var, tenait une librairie à Toulon où étaient vendus des ouvrages négationnistes et antisémites. Il a été condamné en 2000 à un an de prison dont six mois ferme pour « violence en réunion avec arme ». Il avait ouvert le feu sur un groupe d'hommes en les traitant de « sales nègres ». Il était alors colleur d'affiches pour le MNR de Bruno Mégret (une scission du FN). Deux ans plus tôt, Ibrahim Ali, jeune Marseillais, était tué d'une balle dans le dos par Robert Lagier, un colleur d'affiches du FN.

Pascale Bordes (élu du Gard) a osé comparer implicitement,

en citant Bertolt Brecht, la lutte contre le burkini à la lutte contre le nazisme. Julien Odoul (Yonne), cadre de longue date du RN, est connu en Bourgogne, où il est conseiller régional, pour ses *fake news* teintées de racisme. Son plus gros coup d'éclat raciste reste la séance du Conseil régional où il a humilié une femme portant le voile qui accompagnait une sortie scolaire. Il a aussi tenté, en 2020, de faire croire que bien plus d'argent public serait alloué aux mineurs non accompagnés qu'aux familles (françaises) en difficulté – alors que le budget dédié aux familles est en fait 14 fois plus élevé que celui pour protéger les enfants étrangers isolés. Ces mineurs étrangers isolés demeurent une obsession pour plusieurs députés RN. « *Il y aurait 70 % de faux mineurs [isolés, NDLR]. C'est une filière de l'immigration* », imagine Béatrice Roullaud en Seine-et-Marne. Le député de Gironde Grégoire de Fournas croit en voir partout dans la commune de Pauillac, où il habite. Il

amalgame également les réfugiés aux terroristes, s'affichant avec une banderole « Clandestin aujourd'hui, terroriste demain ? ».

Les homophobes et transphobes

Comme c'est monnaie courante dans les milieux catholiques intégristes, Laure Lavalette, l'ancienne porte-parole de Marine Le Pen pendant la présidentielle, est également une fidèle soutien de la Manif pour Tous – qui s'opposait à l'extension du droit au mariage pour tous les couples et à la loi Taubira – comme Thomas Ménagé, élu du Loiret, qui en a été l'un des porte-parole. Laure Lavalette considérait en 2019 « *la transidentité, fin du modèle masculin /féminin, promotion du modèle queer, gender fluide, transféminisme* » comme des « *théories nauséabondes* », rappelle Libération. Si elle a déclaré ne plus vouloir revenir sur la loi Taubira, elle s'oppose à la PMA. Concernant l'homophobie ordinaire, on peut citer Bryan Masson, nouveau député des Alpes-Maritimes, qui s'était illustré en mars 2017 dans un documentaire diffusé par C8 où il traitait de « tapettes » ses camarades du FNJ lyonnais, alors qu'il était responsable de sa section départementale. Inscrivez-vous à la newsletter de Basta !

Les recyclés des droites extrêmes

Dans la cohorte de députés RN, tous n'y ont pas fait leur carrière entière : certains viennent de Debout la France, d'autres sont proches des Identitaires, ou du Parti chrétien-démocrate, deux ont même fondé une école d'extrême-droite. Si Nicolas Dupont-Aignan a été élu en Essonne sous l'étiquette Debout la France (DLF), plusieurs de ses anciens partisans ont rejoint le RN et ont été élus à l'Assemblée : au moins six députés RN sont issus de l'Avenir français, une formation née du départ d'une soixantaine de jeunes de DLF, comme Jean-Philippe Tanguy (élu de la Somme), et désormais candidat à la présidence de la Commission des finances de l'Assemblée, ou Alexandre Loubet (élu de Moselle), qui avait créé la première association souverainiste eurosceptique à Sciences Po Paris.

Plusieurs proches du groupe d'extrême droite les Identitaires, organisation créée par l'ex-cadre du RN Philippe Vardon (désormais soutien d'Éric Zemmour), entrent également au Palais Bourbon, comme Lionel Tivoli et Bryan Masson (élus des Alpes-Maritimes) ou Franck Allisio (Bouches-du-Rhône). La Côte d'Azur est devenue une terre d'élection pour les « anciens » de l'ultra droite.

Deux « ex » du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers siègent également dans la nouvelle assemblée : Pierre Meurin (Gard) et Christophe Bentz (Haute-Marne). Ils sont cofondateurs de l'ISSEP, l'école lyonnaise de Marion Maréchal destinée à former les cadres de l'extrême droite. Christophe Bentz a également été délégué général du Parti chrétien-démocrate, petite formation de droite extrême et catholique intégriste, réunissant Christine Boutin et Jean-Frédéric Poisson. Pierre Meurin avait également été l'un des architectes de la pré-campagne d'Éric Zemmour en 2021.

Les démêlés judiciaires

Outre Frédéric Boccaletti, condamné pour violence avec arme en réunion, sept députés RN ont des démêlés judiciaires, avec différents degrés de gravité. Plusieurs élus sont cités dans l'affaire concernant des soupçons d'emplois fictifs d'attachés parlementaires du RN au parlement européen, comme Kevin Pfeffer (Moselle), ancien proche de Florian Philippot. Julien Odoul a été mis en examen pour recel de détournement de fonds publics en 2019. Il est également accusé d'emploi fictif par sept conseillers ou ex-conseillers régionaux de Bourgogne, comme l'a révélé Libération l'année dernière. Bruno Bilde, député réélu du Pas-de-Calais, est accusé de harcèlement sexuel par d'anciens attachés parlementaires.

Daphné DESCHAMPS, 30 juin 2022 (Basta !)

Photo : Anne PAQ

Notes

[1] En 2020, 222 000 interruptions volontaires de grossesse (IVG) ont été enregistrées en France, ce qui représente une baisse d'environ 4 % par rapport à 2019, selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques.

[2] Lire cet article de L'Obs. : <https://www.nouvelobs.com/politique/20171215.OBS9333/journee-pour-la-vie-le-colloque-anti-ivg-qui-derange-l-assemblee-nationale.html>

<https://basta.media/Qui-sont-les-deputes-RN-xenophobes-souriants-neofascistes-recycles-contre-le-droit-a-l-ivg> -
comments-62bfl5a6laca

South Face, un groupe d'extrême droite responsable de nombreuses agressions

Dans une enquête menée avec le journal local *Le Poing*, *Rapports de Force* révèle l'existence d'un groupe d'extrême droite semi-clandestin à Montpellier, *South Face*, dont l'objet est de mener des actions violentes contre des collectifs de gauche.



« *Attaque du bar antifa Le Barricade par 12 têtes de la South Face. Les antifas se planquent dans le bar et refusent de sortir pour un contact. Montpellier à jamais nationaliste !* » C'est le texte chargé de testostérone qui accompagne un extrait d'une vidéo publiée sur la chaîne Telegram Ouest Casual, animée par ce que l'extrême droite compte de groupes les plus violents.

Cette vidéo montre une douzaine de personnes habillées tout en noir, masquées ou cagoulées, se dirigeant vers ce bar associatif autogéré montpelliérain, le jeudi 14 avril 2022. Une fois face à son entrée, un individu tire au mortier d'artifice en direction des occupants du local, pendant que d'autres jettent nombre de projectiles. L'opération dure moins d'une minute, avant que les assaillants ne quittent les lieux. Aussi rapidement qu'ils étaient arrivés. Miraculeusement, aucun blessé n'est à déplorer. Seule une vitrine est cassée. C'est la deuxième fois que ce local associatif autogéré subit une attaque violente. Quatre mois plus tôt, une quinzaine de personnes attaquent la soirée d'inauguration du local, qui vient de déménager à deux pas de La Poste Rondelet. Là aussi, les assaillants filment leur forfait, qu'ils publieront le 11 décembre 2021 sur la même chaîne Telegram. L'attaque est également revendiquée par la South Face. Cette fois, un homme d'une petite cinquantaine d'années, venant d'une fête voisine, reçoit une pluie de coups nécessitant son évacuation par les pompiers.

Six actions revendiquées

Ce groupe apparaît pour la première fois sur Ouest Casual – un canal Telegram d'orientation néonazie – en janvier 2019. Ce jour-là, il revendique avec l'Alliance scandale (un groupe toulousain de même nature) l'attaque de manifestants antifascistes à Carcassonne. Puis, le nom South Face est brandi de nouveau sur ce même canal pour revendiquer, fin 2019, l'attaque de militants d'un syndicat étudiant, à l'Université de lettres de Montpellier.

Ensuite, l'utilisation du nom tombe en désuétude, malgré plusieurs actions violentes fort similaires signalées sur Ouest Casual. Puis, la South Face refait une apparition discrète le 1^{er} août 2021, par le biais d'une bannière à son nom présente sur une photo qui accompagne un message revendiquant l'agression de militants marxistes, pendant une manifestation contre le pass sanitaire.



Photo revendiquant l'agression de militants marxistes postée le 1^{er} août 2021.

Mais, depuis fin 2021, ce label fait son retour officiel sur le canal néonazi. En décembre, lors de l'attaque du local associatif le Barricade par une petite quinzaine de castagneurs. Et de nouveau, lors de la deuxième agression du même lieu en avril 2022, avant de faire l'objet d'un compte rendu d'une confrontation entre militants d'extrême droite et antifascistes, à l'occasion d'un rassemblement devant la statue de Jeanne d'Arc, à Montpellier le jeudi 26 mai.

Mais qu'est-ce que la South Face et qui sont ses cogneurs ? Leur dernière publication en date sur Ouest Casual, le 26 mai 2022, est à ce titre instructive. Ce jour-là, la Ligue du Midi appelle à un rassemblement public pour commémorer la pucelle d'Orléans, et une confrontation a lieu avec des militants antifascistes, à quelques rues de la statue de Jeanne d'Arc.

S'y réunissait, en plus de la Ligue du Midi, tout ce que Montpellier compte de militants radicaux : des royalistes de l'Action française, des militants néofascistes de Jeunesse Saint-Roch (JSR). Et même des partisans d'Éric Zemmour, notamment la coordinatrice de Reconquête dans l'Hérault, Nicole Mina, ainsi que le candidat de ce parti dans la première circonscription du Gard, Erick Cavaglia, également membre de la Ligue du Midi.

Or, le fait qu'en plus du communiqué de presse de la Ligue du Midi, dénonçant une attaque des antifascistes, la South Face publie un compte rendu l'impliquant dans la confrontation sur le canal dédié aux actions coups de poing de l'extrême droite, est une première. En effet, ce groupe reste un groupe clandestin. Il n'a pas de vitrine légale, pas plus que de site internet ou de compte sur les réseaux sociaux.

Il n'organise jamais d'événement public et n'avait, jusque-là, jamais revendiqué sa présence aux côtés d'autres groupes politiques d'extrême droite à l'existence officielle. Par conséquent, ce 26 mai 2022, soit la South Face participait en tant que groupe constitué à part entière à la célébration de Jeanne d'Arc, soit la South Face était présente parce qu'étant en réalité l'émanation d'un ou de plusieurs groupes politiques présents ce jour-là.

Quand la violence fédère l'extrême droite

Cette revendication du 26 mai 2022 est-elle un impair, voire un lapsus révélateur ? « *La South Face n'existe pas vraiment, c'est plus quelque chose qui permet de marquer des actions*, explique Andrea*, une personne qui a fréquenté les groupuscules d'extrême droite montpelliérains en 2021. *C'est plus une couverture, un cri de ralliement* », utilisé pour revendiquer des passages à l'acte violents, poursuit-elle.

En son sein, on y retrouve de jeunes militants issus de plusieurs groupes, assure notre source. Principalement de Jeunesse Saint Roch (un groupe satellite de feu le Bastion social) et de la Ligue du Midi. Mais aussi, plus marginalement, de l'Action française, de Jeune d'Oc (ex-Génération identitaire dissoute) et de Génération Z, la branche jeunesse des partisans d'Eric Zemmour, pour lequel la plupart des groupes locaux d'extrême droite extraparlamentaires ont assuré la campagne.

C'est ce que tendent à confirmer plusieurs témoignages. D'abord, celui de militants antifascistes qui, au soir de la première attaque du Barricade, ont retrouvé une partie des assaillants, attablés à la terrasse d'un bar

du centre-ville. « On les a repérés 40 minutes après l'agression. Ils étaient sept ou huit à boire des coups dans un bar. Parmi eux, il y avait les membres de Jeunesse Saint Roch, Florian Lelong, Clément Noury et Athénaïs Neige d'Augy, ainsi que Riyan Benzaria qui milite officiellement à l'Action française, mais fréquente plusieurs groupes. Il était reconnaissable à son survêtement blanc et noir visible sur la vidéo publiée sur Ouest Casual », nous raconte Sacha*, qui faisait partie du groupe d'antifascistes.

Un témoignage qui corrobore en partie les dires d'Andrea*, selon lesquels deux jeunes militants d'extrême droite, Florian Lelong de Jeunesse Saint Roch et Bastien Nicouveau de la Ligue du Midi, ont justifié l'action : « Génération Z se lance. Il faut qu'on leur fasse peur pour ne pas être attaqué dans la rue », pendant la campagne électorale. En plus des deux militants cités, Andrea* assure que deux autres membres de la Ligue du Midi, Erwan et Benjamin, faisaient partie du commando en décembre dernier. De même qu'au moins un membre de Jeune d'Oc.

Enfin, un militant de Génération Z, Mathieu Moreira, qui se présente comme le directeur campagne de Maya Bouisset, la candidate Reconquête aux législatives dans la 9 circonscription de l'Hérault, a eu l'imprudence de revendiquer sa participation à l'attaque du Barricade. Dans des échanges sur Instagram que nous avons pu consulter, il assume traquer les antifas.

Renvoyant vers le canal Ouest Casual, il conseille : « Tu cherches Montpellier et tu verras ce qu'on fait ». Avant de poursuivre sur le ton de la complicité : « Le bar est une action secrète [...], il ne faut pas ébruiter ce genre de truc. Donc la version à retenir, c'est JSR et GZ n'y était pas ». Pour lui, c'est campagne électorale le jour, actions coup de poing la nuit.

Un mélange des genres qu'entretient aussi Clément Noury, un des leaders de Jeunesse Saint Roch, auprès de Louise, une militante antifasciste qui s'est infiltrée dans leurs rangs, au moment des manifestations anti passe sanitaire de l'été 2021. Une période où les groupes d'extrême droite héraultais ont été à l'origine de plusieurs agressions, dont au moins une en présence d'une bannière de la South Face, fin juillet.

Fanfaronnant devant la jeune femme qui a enregistré plusieurs de leurs conversations, il lui explique le mode opératoire durant les manifestations antipass : « On a un fonctionnement un peu comme une mafia [...] je suis dans l'ombre, c'est moi qui dirige les mecs et à part ça on ne me voit pas [...] C'est de la chair à canon. Quand t'as besoin de bras pour virer des gens de manif, tu les appelles. Ils sont toujours OK, mais c'est pas des gens avec qui je parle ou avec qui je bois des verres. »

Le lendemain de ces propos tenus par Clément Noury, la manifestation contre le pass sanitaire connaît son épisode le plus violent à Montpellier. Le 21 août 2021, une bonne trentaine de militants, groupés autour de la Ligue du Midi et de son patriarche Richard Roudier, affrontent pendant de longues minutes un cortège anticapitaliste et antifasciste.

Une présence musclée, avec l'aval des organisateurs selon le jeune bavard, qui est présent ce jour-là, aux côtés de plusieurs militants déjà cités qui composeront quatre mois plus tard le commando attaquant le local associatif le Barricade. Après cet épisode estival, la Ligue du Midi disparaît des manifestations montpelliéraines, mais on la retrouve impliquée trois semaines plus tard dans l'attaque violente d'une manifestation à Toulouse. S'arrogeant la paternité des actions à Montpellier – « c'est moi qui ai créé le truc » – et le leadership d'un groupe qui « frôle avec l'illégalité » selon ses mots, Clément Noury justifie le caractère clandestin de certaines actions par la crainte de poursuites judiciaires en cas de blessé grave dans le camp adverse : « Florian [Lelong] c'est mon second, on fait tout ensemble, il a une très bonne situation. Moi je suis dans l'immobilier [...] lui est pharmacien. Moi je prends une condamnation, j'ai rien, je peux continuer à bosser. Lui s'il fait un truc et a une condamnation, il est radié. »

Agressions en série

Les attaques de la South Face à Montpellier sont les coups d'éclat les plus visibles, mais il se pourrait qu'elles ne soient que l'arbre qui cache la forêt d'une violence d'extrême droite qui s'y installe. Depuis deux ans, les agressions, notamment de personnes isolées, se sont multipliées. C'est par exemple le cas de Rio* qui, le 26 février, en sortant de l'édition 2020 du Carnaval des Gueux où il prenait des clichés pour un journal indépendant, croise une première fois un groupe d'une dizaine de personnes qu'il classe rapidement à l'extrême droite.

L'un d'entre eux « était en cagoule intégrale. Il avait sa chemise ouverte et laissait voir sa poitrine où il y avait un tatouage avec un symbole ressemblant beaucoup à une croix gammée ». Tombant de nouveau sur la bande, un peu plus tard dans la nuit, une altercation se déclenche après que le petit groupe l'interpelle, puis lui font remarquer son accent étranger. « Je suis tombé à terre et j'ai pris plein de coups par terre. Je suis tombé dans les pommes », raconte Rio*, qui s'est réveillé ce jour-là avec deux dents cassées.

Le premier mai 2021, en marge de la manifestation syndicale, ce sont des syndicalistes étudiants du SCUM qui sont la cible des membres de Jeunesse Saint Roch déjà cités. Plusieurs militants sont frappés. Puis un syndicaliste de la CNT se fait arracher et voler son drapeau aux abords du défilé. Plus récemment, pendant l'entre deux tours de l'élection présidentielle, un commando masqué de trois militants d'extrême droite passe à tabac un étudiant à l'université Paul-Valéry.

Celui-ci explique à *Midi Libre* qu'alors qu'il se dirigeait vers la salle de son prochain cours, il a reçu un coup violent derrière la tête qui l'a sonné en même temps qu'il était tiré vers l'arrière. Cela, avant de recevoir une salve de coups sous les yeux de sa copine et d'autres témoins sidérés, témoigne-t-il auprès du quotidien régional. Les agresseurs, au visage dissimulé sous des cache-nez et encapuchonnés, ont immédiatement pris la fuite en montant dans une voiture, après l'avoir traité de « *sale gauchiste !* », relate l'étudiant agressé.

La campagne électorale a également été agitée pour trois militants de la France insoumise. Le 8 avril 2022, alors qu'ils collent leurs affiches pour Jean-Luc Mélenchon sur celles encore fraîches d'Éric Zemmour, ils sont invectivés par une personne à scooter, témoigne Jean-Paul*. Puis, « *cinq minutes après, cinq personnes nous sont tombées dessus. Ils étaient cagoulés, masqués et tout en noir, ce qui m'a mis mal à l'aise. Ils ont détruit notre matériel et l'un d'entre eux m'a ceinturé et menacé. L'un d'entre eux a fait le salut nazi et a dit "Z, ça te dit quelque chose ?"* ». Choqué, Jean-Paul a déposé une plainte devant le procureur de la République. Tout comme Robin*, un militant de Solidaires-étudiant.es frappé à coup de béquille le jour où 25 partisans de Zemmour viennent distribuer leurs tracts électoraux devant la faculté de lettres, considérée comme un fief de gauche, avant d'être dispersés par l'arrivée d'antifascistes.

Une provocation, selon Andrea* : « *Sur l'action à la fac de lettres, ils sont venus avec la Ligue, l'Action française et Jeunesse Saint Roch. L'Action Française était là pour tracter. Derrière, la Ligue et Jeunesse Saint Roch attendaient pour péter la gueule aux antifas, parce qu'ils savaient qu'ils allaient se ramener* ».

Outre les attaques revendiquées de la South Face, notre enquête a recensé en tout onze agressions supplémentaires liées à l'extrême droite sur une période de deux ans, ce qui montre l'importance de celle-ci sur la ville de Montpellier. Si ces agressions ne sont pas officiellement revendiquées par la South Face, Andrea* estime qu'elles ont pour origine les mêmes militants.

En l'occurrence, ceux de la Ligue du Midi qui auraient pour habitude de cibler militants de gauche et personnes issues de l'immigration : « *Ils font des agressions racistes, dirigées depuis le local de la Ligue. [...] Ils s'entraînent à la boxe et au bâton dans des parcs, souvent à Montcalm. Ils vont faire une soirée, ils se chauffent et ils font un tour à Plan Cabane et cherchent des dealers pour les démonter avec poings américains et matraques télescopiques. J'en ai vu rentrer avec du sang sur les avant-bras. Ils le font masqués, à deux ou trois, et s'inventent une histoire. Ils ne le font jamais au nom de la Ligue. Ils visent aussi les antifas. Si un gars a un peu trop une gueule de gauche, ils peuvent lui coller un pain.* »

Des pratiques courantes aussi chez Jeunesse Saint Roch qui, selon Andrea*, ciblent plutôt les militants antifascistes et les personnes LGBT : « *Ils se réunissent en ville et tournent en se cherchant un type à choper.* »

C'est donc tout un écosystème d'une violence d'extrême droite à visage dissimulé qui s'est mis en place à Montpellier. Les attaques importantes ou planifiées se font sous le couvert de la milice semi-clandestine South Face, alors que les agressions et passages à tabac de moindre portée se multiplient, sans avoir beaucoup de visibilité, ni susciter un émoi particulier.

Pourtant, l'affaire du commando de la fac de droit en 2018, pour laquelle Martial Roudier de la Ligue du Midi a été condamné en première instance à un an de prison ferme, aurait dû alerter sur les violences dont est capable l'extrême droite et sur les réseaux qu'elle est capable de mobiliser pour les conduire.

À l'époque, le doyen de l'université Philippe Pétel, un enseignant royaliste Jean-Luc Coronel de Boissezon, sa compagne impliquée dans La Manif pour Tous, Patricia Margand, et un agrégat de militants de la Ligue du Midi ou du RN, réunis par elle, s'allient pour agresser en pleine nuit des étudiants qui occupaient un amphithéâtre pendant les mobilisations contre Parcoursup. Aujourd'hui, signe que ces liaisons restent à l'œuvre entre groupes et réseaux radicaux, la fille de Patricia Margand et belle-fille de Jean-Luc Coronel, Athénais Neige d'Augy, est active au sein de Jeunesse Saint Roch et a été identifiée par des militants antifascistes dans la première attaque du Barricade par la South Face.

Un phénomène national

L'émergence de la South Face et la multiplication des agressions d'extrême droite à Montpellier n'est pas une particularité locale. Depuis quelques années, des groupes similaires se multiplient dans la plupart des villes de France. Le mode opératoire est toujours le même : des militants d'extrême droite créent des groupes consacrés aux agressions et bien souvent les filment et les revendiquent. Le canal Télégram Ouest Casual

fédère ces groupes. Il est tenu par la plus importante de ces milices, les Zouaves Paris (dissoute par le ministère de l'Intérieur en janvier 2022).

Les cibles sont plus ou moins les mêmes qu'à Montpellier : principalement des activistes LGBT et des militants antifascistes, avec parfois des agressions racistes et des punitions de personnes ayant tenu des propos jugés blasphématoires. En analysant les publications du canal Telegram Ouest Casual, on se rend compte que pour les seuls mois de mai et juin 2022, y sont revendiquées : 17 attaques contre des personnes LGBT, 11 attaques contre des militants de gauche et des personnes antifascistes, deux attaques racistes et une attaque contre des « blasphémateurs ». Soit un total de 31 attaques issues de dix groupes différents [1] : une tous les deux jours.

L'ampleur de la renaissance du phénomène des milices d'extrême droite s'inscrit dans un contexte plus large : celui de la banalisation des idées du fascisme le plus radical à l'occasion de la campagne d'Éric Zemmour. Mais aussi celui des scores inégalés du Rassemblement national aux élections présidentielles et législatives. Cela alors que La République en marche prétendait en 2017 éteindre les flammes de l'extrême droite.

Finalement, sa politique violemment néolibérale et autoritaire n'a fait qu'attiser ses braises. Un incendie auquel ne se résigne pas Christian*, un militant antifasciste de Montpellier : « *Pour le mouvement social, l'autodéfense face aux milices fascistes est la première nécessité. Mais ce sont les luttes sociales victorieuses, face à l'offensive qui nous attend, qui arriveront à contrer les groupes d'extrême droite et le programme d'écrasement qu'ils portent.* »

* Les prénoms ont été modifiés

P.-S.

Cette enquête réalisée par le site d'informations *Rapports de force* et le journal montpelliérain *Le Poing* a été initialement été publiée le 13 juillet 2022 sur le site de *Rapports de force*. Nous la reproduisons avec leur accord.

BASTA, 28 juillet 2022

Notes

[1] Loutre Gang, PitBull Paris, Aurelanium Corda, Brigade Lutèce, South Face, South United, Lidl fascist crew, GUS, Vandal Besak, Paris Nationaliste, Bordeaux Nationaliste.

« Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde. » (Bertold Brecht)

Les loups sont entrés en meute dans l'Hémicycle



Lu dans une interview de Marine Le Pen : « Je ne me sens absolument et définitivement aucun point commun avec la collaboration avec l'Allemagne nazie, et je me permets de vous informer que le chef du réseau FFI du Morbihan vient de témoigner que J.-M. Le Pen, à seize ans, a cherché à entrer dans la Résistance, que ceci lui a été refusé en raison de son jeune âge et du fait qu'il était déjà orphelin de guerre » (Le Point.fr, 10 avril 2007.)

Cette histoire de Le Pen empêché de résister est contestée par des résistants (1). Par contre, sont indéniables les amitiés de Le Pen, père et fille, avec du « beau linge » tendance vert-de-gris.

Le 19 juin 2022, dans un village du Limousin, au second tour des élections législatives, Sabrina Minguet a obtenu 317 voix et près de 39 % des suffrages exprimés.

Le village est Oradour-Sur-Glane où, le 10 juin 1944, un détachement du 1er bataillon du 4e régiment de Panzergrenadier « Der Führer » appartenant à la division blindée SS « Das Reich » a assassiné 643 habitants, hommes, femmes, enfants. Il s'agit du plus grand massacre de civils commis en France par les armées allemandes. Les hommes ont été mitraillés, les femmes et les enfants brûlés vifs dans l'église.



Il y a eu très peu de rescapés. Parmi eux, Camille Senon que j'ai eu la chance de connaître quand j'étais postier à Paris et militant de la CGT. Elle fut secrétaire du syndicat CGT des chèques postaux, puis une des dirigeantes de la fédération postale CGT.

Camille Senon, parallèlement à son activité de militante syndicale et politique, au Parti communiste, s'est investie dans les associations des familles de victimes du nazisme. Membre de l'Association des familles des martyrs d'Oradour-sur-Glane, elle a été longtemps active dans l'Association des familles de fusillés et massacrés de la Résistance, dont elle deviendra présidente, dans l'Association du Souvenir des Fusillés du Mont Valérien, et à la direction de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (Fédération nationale DIRP).



Camille Senon a été décorée des palmes académiques, de l'Ordre national du Mérite, de la Légion d'honneur (chevalier, puis officier). Mais quand, le 17 mai 2016, Manuel Valls a voulu la nommer commandeur dans cet

ordre, elle a refusé publiquement en lui disant : je suis « *solidaire des luttes menées depuis deux mois par les salariés, les jeunes, une majorité de députés et de Français contre la loi travail que vous venez d'imposer par le 49-3.* »

Sabrina Minguet, qui a obtenu 317 voix et près de 39 % des suffrages exprimés, le 19 juin 2022, au second tour des législatives à Oradour-sur-Glane était candidate du Rassemblement national de Marine Le Pen.

Le Rassemblement national est le nouveau nom du Front national, légué à Marine Le Pen, avec une partie du manoir de Montretout à Saint-Cloud, par Jean-Marie Le Pen, son père. Lequel a déclaré en 2005, dans le journal Rivarol : « *L'occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y eut des bavures, inévitables dans un pays de 550 000 kilomètres carrés* ».



Parmi les figures marquantes du Front national, parmi les premiers militants dont quelques cofondateurs, on trouve :

Léon Gaultier, ancien lieutenant Waffen SS, qui a fondé la maison d'édition du Front national (le SERP) avec Le Pen.

Gilbert Gilles, ancien adjudant Waffen SS, ancien membre de l'OAS, qui a été chargé de mission au Front national.

Pierre Émile Bousquet, Waffen-SS au sein de la Division Charlemagne, premier trésorier du Front national dont il dépose les statuts avec Jean-Marie Le Pen.

Victor Barthélemy, ancien de la Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme (LVF), qui a été un des fondateurs du Front national.

Paul Malaguti, membre du Parti Populaire Français (collaborateur), qui a été condamné à mort par contumace à la Libération, et qui a été cadre du Front national.

Roland Gaucher, collaborateur, condamné à cinq ans de prison à la Libération, qui a été un des fondateurs du Front National.

André Dufraisse, qui a été membre du PPF (Parti Populaire Français de Jacques Doriot collaborateur) et de la LVF (Légion des Volontaire Français contre le Bolchevisme), engagé sous uniforme allemand, membre du bureau politique puis secrétaire de la fédération Front national de Paris.

François Brigneau, ancien milicien, membre du RNP (Rassemblement national populaire) de Marcel Déat (ministre du Travail dans le gouvernement de Vichy), fondateur du journal Présent et éditorialiste à National Hebdo (organe officiel du Front national).

Alain Jamet, 1er Vice-Président du Front National, membre du Comité central. Il était en 1965 « Délégué départemental du Comité Tixier-Vignancour ».

Jean-Louis Tixier-Vignancour qui a été secrétaire général adjoint à l'information du Gouvernement de Vichy. Il était le parrain de la première fille de Jean-Marie Le Pen, Marie-Caroline. L'ancien animateur de sa campagne pour les présidentielles était Jean-Marie Le Pen.

Bon, ça, c'est pour le père, c'est l'héritage. La fille veut faire croire qu'elle le renie. Mais, chassez le naturel kaki, il revient à la vitesse d'un panzer. Un exemple ?

Le 27 janvier 2012, le jour anniversaire de la commémoration de la Shoah, dans le palais de la Hofburg à Vienne, là même où Adolf Hitler prononça l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne en 1938, Marine Le Pen a dansé au bal des corporations estudiantines qui sont le vivier des hauts cadres du parti fasciste autrichien FPÖ. En 1987, une association réunissant plusieurs de ces organisations étudiantes avait ainsi proposé Rudolf Hess, le successeur désigné de Hitler, comme candidat au prix Nobel de la Paix.

Bon, il est permis, grâce au procès, gagné par Jean-Luc Mélenchon, de dire que Marine Le Pen est fasciste.

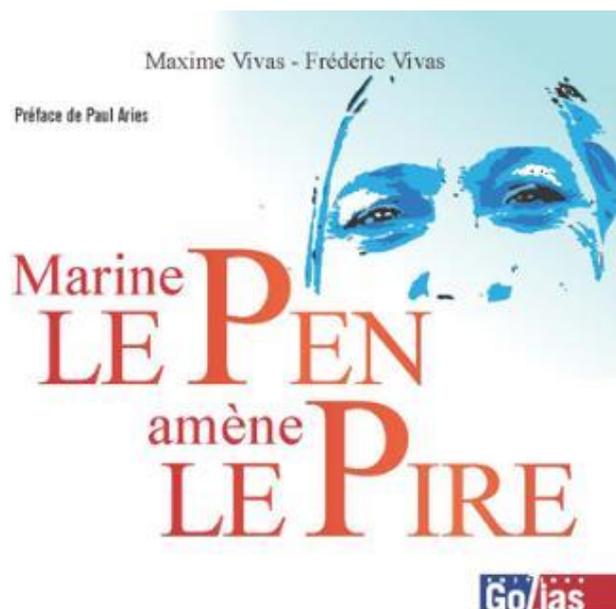
89 députés imprégnés de cette idéologie sont entrés dans l'hémicycle. Avec la complicité et les voix des députés macronistes, le Rassemblement National obtient deux postes clés à l'Assemblée Nationale : les députés Sébastien Chenu et Hélène Laporte ont en effet été élus vice-présidents.

Pour sauver l'honneur de l'Assemblée nationale, il a fallu que Charles de Courson (député centriste de la 5e circonscription de la Marne), qui aurait pu être élu président de la commission des finances à la place d'Éric Cocard, retire sa candidature avant le 3e tour alors que LR et le RN de Marine Le Pen étaient en train de s'allier pour le faire élire. C'était plus que n'en pouvait accepter ce fils de résistant, petit-fils de l'un des députés ayant refusé de voter les pleins pouvoirs à Pétain.



Que dire à Sabrina Minguet et à ses 317 électeurs d'Oradour-Sur-Glane ? Que la bêtise, l'ignorance, la méchanceté n'excusent pas tout ? Que c'est par eux que le fascisme reviendra ? Sous la bannière de la cheffe fasciste ? Qu'ils auront à rendre des comptes ? Que du haut de ses 97 ans, Camille Senon les méprise ou les plaint ?

Et moi, combien d'articles ai-je écrit, jusqu'à un livre en collaboration avec mon fils Frédéric et qui s'intitule « Marine Le Pen amène le pire » (2014, éditions Golias, préface de Paul Ariès).



Ne fais-je, n'ai-je fait ici depuis si longtemps que *labourer la mer*, selon le mot de Bolivar, un jour de lassitude ?

Maxime VIVAS, 2 juillet 2022

NOTE.

1 Selon Raymond Casas (ancien FFI), Le Pen aurait tenté d'intégrer les FFI en novembre 1944. Si cette tentative est avérée, on notera qu'elle intervient 5 mois après le débarquement de Normandie (6 juin 1944), 4 mois après la Libération de Vannes, chef-lieu du Morbihan (6 août 1944), 3 mois après la Libération de Paris (fin août 1944).

FUSION MACRO-LEPENISTE

-  « **AVANCER ENSEMBLE AVEC LE RN À L'ASSEMBLÉE** »
ERIC DUPONT MORETTI
-  « **LE PREMIER PARTI D'OPPOSITION EST LE RASSEMBLEMENT NATIONAL** »
Yael BRAUN PIVET
-  « **ON AVAIT DES CAS OÙ C'ÉTAIT COMPLIQUÉ DE DÉFINIR QUI ÉTAIT LE CANDIDAT LE PLUS RÉPUBLICAIN. REGARDEZ UN DUEL ENTRE FRANÇOIS RUFFIN ET LE RN** »
AURORE BERGÉ
-  « **QUAND ON A BESOIN D'AVOIR UNE MAJORITÉ ET SI C'EST BON POUR LES FRANÇAIS, ON VA ALLER CHERCHER LES VOIX DU RASSEMBLEMENT NATIONAL** »
CELINE CALVEZ
-  « **MOBILISEZ-VOUS CONTRE L'EXTRÊME GAUCHE** »
GERALD DARMANIN

URL de cet article 38106 : <https://www.legrandsoir.info/les-loups-sont-entres-en-meute-dans-l-hemicycle.html>

Racisme en France : complaisances médiatiques et démagogies politiciennes

Dans son nouveau rapport, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) dénonce le caractère « obscène » de certains discours publics.

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), autorité administrative indépendante chargée de conseiller le gouvernement « sur toutes les questions de portée générale relevant de son champ de compétence », publie aujourd'hui, comme tous les ans à pareille date, son rapport annuel sur « la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ».

Son président, Jean-Marie Burguburu, observe dans son avant-propos que cinquante ans après l'adoption de « loi Pleven », qui réprime depuis 1972 « la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale », les « discours stigmatisants aux relents racistes et xénophobes n'ont pas disparu (...) de l'espace public et médiatique ». Bien au contraire, précisent ensuite les auteurs du rapport : « Boucs émissaires commodes et récurrents, des « ennemis » de l'intérieur ou de l'extérieur – « étrangers » prêts à déferler en Europe, catégorie qui va parfois jusqu'à inclure, par amalgame, des Français descendants d'immigrés – sont pointés du doigt, accusés d'encourager les fractures nationales et de menacer les fondamentaux de la République. »

En outre – et ce nouveau constat constitue pour la CNCDH « un autre motif d'alarme et pas le moins préoccupant » –, « d'importantes fractures sur la façon d'aborder le combat antiraciste (...) se développent dans le débat public », et viennent encore « fragiliser » ce combat.

La commission déplore ainsi que « l'expression légitime de positions antiracistes » soit régulièrement « disqualifiée et présentée comme suspecte voire dangereuse pour la République » par des journalistes – quand *Le Figaro magazine*, par exemple, présente l'« antiracisme » comme une « dérive ». De sorte que « le principe même de la lutte antiraciste » se trouve désormais « mis en cause, tandis que de grands médias favorisent complaisamment la diffusion d'idées racistes et antisémites sur les chaînes d'informations ou dans les émissions de "débats" ».

Ne pas s'y tromper, cependant : « cette dynamique », loin de n'être « que médiatique (...), s'alimente de plus en plus fréquemment à la sphère politique où elle s'appuie sur des relais, propos et discours à caractère haineux sur la place et le rôle de "l'Étranger" ».

Pour la CNCDH, ces proférations « démagogiques », qui « ont hélas été largement exploitées durant la campagne présidentielle, favorisent des réflexes de fermeture et de repli xénophobes, qui se concentrent de manière chronique et obscène sur les mêmes groupes et populations ».

Gageons que la Première ministre Élisabeth Borne, destinataire principale de ce rapport, le transmettra à son ministre de l'Intérieur – ce M. Darmanin qui, après avoir publié en 2021 un livre dans lequel il glosait sur « les difficultés liées à la présence de dizaines de milliers de Juifs en France » à l'époque napoléonienne, a ensuite proclamé, durant la campagne présidentielle de 2022, qu'il trouvait Marine Le Pen « un peu molle », et a reproché à la candidate d'extrême droite de « dire que l'islam n'est même pas un problème ».

Sébastien FONTENELLE (Politis), publié le 18 juillet 2022

Vieux pots, sale soupe

La rhétorique justifiant les compromissions les plus indignes reste inchangée depuis 1940.

En octobre 1940, le maréchal Pétain, à qui l'Assemblée nationale a donné, trois mois plus tôt, les pleins pouvoirs, déclare : « *C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française (1) que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration* » avec l'Allemagne nazie. Quatre-vingt-deux ans plus tard, dans les premières semaines du second mandat présidentiel d'Emmanuel Macron (qui vient alors d'être réélu, exactement comme il avait été une première fois élu cinq ans plus tôt, par des gens qui ont voté pour lui pour faire barrage à l'extrême droite, et pour cette seule et unique raison), quatre-vingt-neuf élus d'un parti nationaliste cofondé (notamment) par un ex-Waffen SS et un ancien milicien (2) entrent au mois de juin 2022 dans l'Assemblée nationale – où le parti présidentiel ne dispose plus de la majorité absolue et va donc devoir composer avec des parlementaires venus d'ailleurs.

Aussitôt, une députée macroniste, exprimant ce qui semble être l'inclination majoritaire au sein des droites dites républicaines, promet : « *Quand on a besoin d'avoir une majorité et si c'est bon pour les Français (3), on va aller chercher les voix du Rassemblement national.* » Et quelques heures plus tard Emmanuel Macron lui-même tweete : « *Pour agir dans votre intérêt et dans celui de la Nation (4), nous devons collectivement apprendre à gouverner et légiférer différemment. Bâti avec les formations politiques constituant la nouvelle Assemblée des compromis nouveaux dans le dialogue, l'écoute, le respect.* »

Bien évidemment – mais cela va sans doute beaucoup mieux en le disant : tout ne se vaut pas. Bien évidemment : nous ne sommes pas en 1940. Bien évidemment : le Rassemblement national n'est pas le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP), et M. Macron n'est pas M. Pétain (5).

Mais, toutes choses égales par ailleurs, il est patent que la rhétorique justifiant les compromissions les plus indignes reste inchangée, puisqu'en 2022 c'est encore et toujours au nom de l'« intérêt » du pays que des alliances avec des gens qui ont pour programme de le fracturer sont présentées comme souhaitables et comme bénéfiques « pour les Français ».

D'où cette question pour M. Macron et pour son empressée députée : qui sont au juste ces Français es dont vous prétendez vouloir le bien lorsque vous envisagez de collaborer avec un parti dont le nouveau président juge par exemple que la fantasmagorie complotiste du « grand remplacement » (de la population européenne par des populations immigrées) « *pointe une réalité qui est juste* » ?

(1) C'est moi qui souligne.

(2) Deux personnages qui se sont donc eux aussi engagés, corps et âme, dans la collaboration avec les nazis.

(3) C'est encore moi qui souligne.

(4) C'est toujours moi qui souligne.

(5) Qu'il tient cependant pour un « *grand soldat* », comme il l'a distinctement énoncé lorsqu'il a voulu honorer sa mémoire en 2018, un an après avoir donc été élu pour faire barrage à l'extrême droite.

Sébastien FONTENELLE (Politis), publié le 27 juin 2022

« Verity France » accusée d'antisémitisme afin d'anéantir cette association devenue trop gênante

Comme j'aime le dire, ce n'est pas vous qui choisissez (ou pas) d'être de droite, de gauche, complotiste, raciste, antisémite ! Non ! C'est le système qui le fera à votre place avec l'aide des petites mains laborieuses qui n'hésiteront pas à prendre des raccourcis afin de vous renvoyer directement aux heures-les-plus-sombres-de-notre-histoire grâce au « rayon laser paralysant », comme dirait Mélenchon.

Verity France est une « Association de victimes d'effets secondaires ou des difficultés à la suite des vaccinations contre la Covid » et s'est vu interpellée sur Twitter par la patrouille contre l'antisémitisme. Mais pourquoi donc Verity France serait-elle accusée d'une telle ignominie ? Le « journaliste » Julien Pain s'est inquiété d'une interrogation de l'association concernant Rudy Reichstadt, Tristan Mendès France, Thomas Huchon et lui-même (Julien Pain). En effet, Verity France se demandait dans un tweet totalement anodin : « Qui se cache derrière eux ? »... et par un calcul de la racine carrée du *point Godwin*, ce questionnement est devenu antisémite. Le raccourci peut faire sourire quant à l'absurdité du raisonnement, mais l'accusation n'en reste pas moins extrêmement grave. D'autant qu'elle dévie l'attention qui pourrait dangereusement se diriger vers Pfizer, Bill Gates, Vanguard, BlackRock, StateStreet ou autre.

Julien Pain

@JulienPain

Suivre

Le « Qui se cache derrière eux ? » c'est toujours inquiétant comme message. Et quand on lit les commentaires, ca confirme l'inquiétude. On signale ?





En réponse à @verity_france

La mafia kazharienne internationale, autrement dit l'état profond...



En réponse à @verity_france

QUI?? Attention ! Antisémitisme !... 🤔



En réponse à @verity_france

Une seule entité... le mal.



2:39 PM · 11 juin 2022

Donc Verity France est à présent accusée d'antisémitisme comme Jeremy Corbyn, Jean-Luc Mélenchon, Aymeric Caron, Siné et d'une façon générale, toute personne qui ose penser et se poser des questions. Mais l'association ne compte pas se laisser marcher sur les pieds face à de telles accusations et a décidé de porter plainte contre Julien Pain, la personne qui se cache derrière Action Antifouchiste, ainsi que le Dr Jérôme Marty qui n'est jamais très loin pour balancer des noms à la ministre.

VERITY France

@verity_france



Suivre

Comment devenir antisémite et factieux en 3 tweet: 1/ Julien pain émet un doute 2/un compte anonyme fait

une vidéo fallacieux 3/Marty alerte la ministre de la santé. Sur quelle base ? Une simple question nous avons porté plainte contre les 3 pieds nickelés

ce matin





10:49 AM · 13 juin 2022

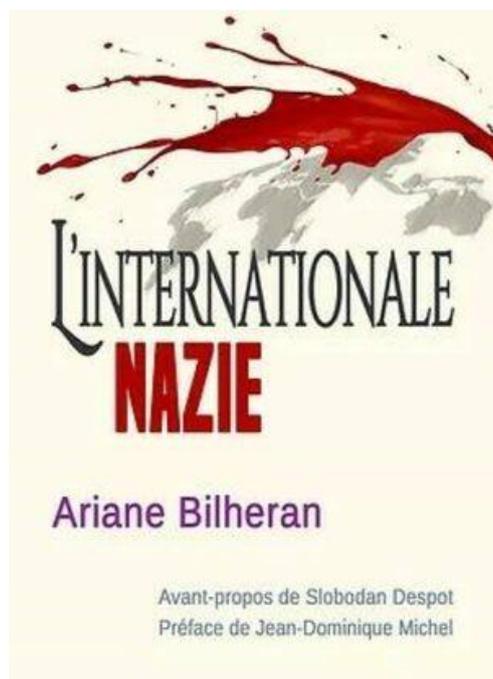
Cela ressemble au remake du début de l'épidémie de covid où la presse pointait du doigt les internautes qui avaient le malheur de dire du mal du trio Jérôme Salomon, Agnès Buzyn et Yves Lévy. Les trois étant de confession juive, toute critique valait antisémitisme. [...]

REINFOCOVID
Publié le 13 juin 2022

<https://lemediaen442.fr/verity-france-accusee-dantisemitisme-afin-daneantir-cette-association-devenue-trop-genante/>

Et si les nazis avaient sacrifié l'Allemagne, mais n'avaient pas perdu la guerre ?

Cette thèse, aussi inconcevable pour certains qu'elle est évidente pour d'autres, fut émise pour la première fois en 1945 par Hannah Arendt, la grande philosophe du totalitarisme.



En 2022, après *Le débat interdit*, écrit avec Vincent Pavan, et les *Chroniques du Totalitarisme 2021*, Ariane Bilheran suggère de revenir à ce texte d'Hannah Arendt pour mettre en perspective l'actualité du monde et sa dérive totalitaire.

Nouvelle parution : L'Internationale nazie, d'Ariane Bilheran

Ariane Bilheran est normalienne (Ulm, Paris), philosophe, psychologue clinicienne, docteur en psychopathologie, auteur de plus d'une trentaine d'ouvrages dont certains traduits en plusieurs langues. Elle est spécialisée dans la psychopathologie du pouvoir, l'étude de la manipulation, de la perversion et de la paranoïa, du harcèlement et du totalitarisme.

Avant-propos de Slobodan Despot

Préface de Jean-Dominique Michel

EXTRAIT LE IV^e REICH OU LE RAFFINEMENT DU SURHOMME

La destruction sauvage de l'Europe, qui est un danger réel, et très certainement planifié, pourquoi pas, à partir du foyer ukrainien, pourrait alors contraindre les peuples à se sentir coincés dans l'alternative suivante : « La domination nazie ou le chaos » ! Le projet de l'Internationale nazie est d'ailleurs présent dès l'origine :

« Depuis la fin des années 1920, le Parti national-socialiste n'était plus un parti purement allemand, mais une organisation internationale ayant son siège en Allemagne.

La fin de la guerre lui a fait perdre la base stratégique et les équipements d'une machinerie étatique particulière. Mais la perte d'un centre national n'a pas que des inconvénients pour la continuation de l'Internationale fasciste. Libérés de tout lien national et des inévitables préoccupations extérieures qui les accompagnent, les nazis peuvent tenter une fois encore de s'organiser dans le monde de l'après-guerre sous la forme de cette véritable et pure société secrète, dispersée partout dans le monde, qui a toujours été le modèle d'organisation auquel ils aspiraient », soulignait Hannah Arendt.

Quel serait le lieu privilégié pour établir le siège d'« une organisation fasciste internationale délivrée des problèmes d'État et de territoire » ? L'Europe.

« N'ayant plus à se soucier du bien-être ou du malheur d'une nation, ils pourraient prendre d'autant plus rapidement l'apparence d'un authentique mouvement européen. Le danger existe que le nazisme parvienne à

se poser comme l'héritier du mouvement de résistance européen, en reprenant son slogan d'une fédération européenne et en l'exploitant à ses propres fins.

Il ne faut pas oublier que [...] le slogan d'une Europe unie s'est révélé pour les nazis l'arme de propagande la plus efficace. [...] Incontestablement, le fascisme a été battu une fois, mais nous sommes loin d'avoir complètement éradiqué ce mal suprême de notre temps. »

Hannah Arendt soulignait que le danger d'un tel développement s'accroîtrait d'autant plus que les démocraties n'auraient aucune stratégie à opposer à ces Internationales idéologiques.

Je pourrais ajouter le fait que les démocraties se sont crues « à l'abri » d'un retour du fascisme, et débarrassées de la Bête immonde, qui n'était donc, en définitive, même pas agonisante. Elles ont donc perdu leur vigilance, et on le voit bien aujourd'hui, devant l'impossible représentation de ce que le nazisme puisse être de retour. C'est du passé, et l'horreur du passé ne saurait revenir, ou être égalée. *Erreur fatale de raisonnement !*

Arendt avait également pronostiqué une augmentation des révolutions, et des guerres, entraînant une déstabilisation des territoires, avec des populations de réfugiés que l'Europe ne serait en mesure d'absorber : « Poussées hors de territoires où elles ne désirent pas ou ne peuvent pas retourner, ces victimes de notre temps se sont déjà établies comme de petits fragments de groupes nationaux dans tous les pays européens. » Cette fragilisation des cultures locales et cette atomisation des résistances locales servent d'autant mieux le retour d'une politique fasciste.

Pour Vera Sharav, survivante de l'Holocauste, fondatrice de l'organisation à but non lucratif *Alliance for Human Research* et militante des droits humains face aux pratiques illicites et frauduleuses de l'industrie pharmaceutique, le diagnostic est clair :

« Un groupe d'oligarques mondiaux assoiffés de pouvoir, qui se compose de Big Pharma, des banques centrales et des compagnies technologiques de biosurveillance, a capturé les gouvernements de la même manière que les nazis ».

De la même manière, ou s'agit-il précisément de néo-nazis ? Les néo-nazis envisagent le IV^e Reich comme mettant en scène la suprématie aryenne, une suprématie de race, l'antisémitisme, le *Lebensraum*, le militarisme agressif et le totalitarisme.

Notons que Vera Sharav a perdu son fils adolescent à la suite d'une prescription médicamenteuse, et présente ce point commun avec feu Judith Reisman, qui, elle aussi, avait perdu sa fille, de se battre en mémoire de leur enfant, afin que les enfants cessent d'être sacrifiés sur l'autel des intérêts pervers de petites corporations de puissants.

Ariane BILHERAN
25 août 2022

<https://fr.sott.net/article/40616-Et-si-les-nazis-avaient-sacrifie-l-Allemagne-mais-n-avaient-pas-perdu-la-guerre>

Vera Sharav : « À moins que nous ne résistions tous, 'plus jamais ça', c'est maintenant » - Discours - Nuremberg, le 20 Août 2022



Je suis venu à Nuremberg pour fournir un contexte historique à la menace globale à laquelle notre civilisation est confrontée aujourd'hui. Ces deux dernières années ont été particulièrement stressantes, car des souvenirs douloureux ont été ravivés.

En 1941, j'avais trois ans et demi lorsque ma famille a été forcée de quitter notre maison en Roumanie et déportée en Ukraine.

On nous a rassemblés dans un camp de concentration, où l'on nous a laissés mourir de faim. La mort était omniprésente. Mon père est mort du typhus quand j'avais cinq ans.

En 1944, alors que la solution finale était mise en oeuvre de manière agressive, la Roumanie s'est retirée de son alliance avec l'Allemagne nazie. Le gouvernement a autorisé plusieurs centaines d'orphelins juifs de moins de 12 ans à rentrer en Roumanie. Je n'étais pas orpheline ; ma mère a menti pour me sauver la vie.

Je suis monté dans un train à bestiaux – le même train qui continuait à transporter des Juifs vers les camps de la mort – alors même que l'Allemagne perdait la guerre.

Quatre ans se sont écoulés avant que je ne retrouve ma mère.

L'Holocauste est le symbole archétypal du mal absolu.

- Les normes morales et les valeurs humaines ont été systématiquement oblitérées.
- Le système nazi a détruit la conscience sociale.
- Des millions de personnes ont été exploitées jusqu'à la mort en tant qu'esclaves.
- D'autres ont été les cobayes d'expériences inhumaines.

L'Holocauste n'a pas commencé dans les chambres à gaz d'Auschwitz et de Treblinka.

L'Holocauste a été précédé de 9 ans de restrictions progressives de la liberté individuelle, de la suspension des droits légaux et civils.

Le décor a été planté par une propagande alarmiste et haineuse.

Une série d'édits gouvernementaux discriminatoires et humiliants ont diabolisé les Juifs en les qualifiant de « *propagateurs de maladies* ». Nous étions comparés à des poux.

La véritable maladie virale qui a infecté l'Allemagne nazie est l'eugénisme - L'eugénisme est l'idéologie élitiste à l'origine de tous les génocides.

- L'eugénisme est recouvert d'un manteau de pseudo-science.
- Il a été adopté par l'establishment académique et médical ainsi que par le système judiciaire – en Allemagne et aux États-Unis.

- Les eugénistes justifient les inégalités sociales et économiques. Ils légitiment la discrimination, l'apartheid, la stérilisation, l'euthanasie et le génocide. Les nazis appelaient cela « *nettoyage ethnique* » – pour la protection du patrimoine génétique. *La médecine a été détournée de sa mission de guérison et a été militarisée.* D'abord, il s'agissait de contrôler la reproduction par la stérilisation forcée ; ensuite, il s'agissait d'éliminer ceux qui étaient considérés comme des « *sous-hommes* » – *Untermenschen*. Les premières victimes du meurtre médical ont été 1 000 enfants et jeunes handicapés allemands. Cette opération meurtrière a été étendue à environ 10 000 enfants jusqu'à l'âge de 17 ans.
- Les victimes suivantes étaient les malades mentaux, puis les personnes âgées dans les maisons de retraite. Tous ces êtres humains ont été condamnés comme des « *mangeurs sans valeur* ».
- Dans le cadre de l'opération T-4, des hôpitaux désignés sont devenus des stations d'extermination où diverses méthodes d'extermination ont été testées – y compris le Zyclon B – le gaz qui a été utilisé dans les camps de la mort.

— — — — —
L'objectif de la solution finale nazie était d'anéantir la totalité des 11 millions de Juifs d'Europe aussi rapidement et efficacement que possible.

Les nazis ont promulgué des lois discriminatoires ; ils ont utilisé la technologie moderne, des méthodes industrielles à faible coût, un système de transport efficace et une bureaucratie hautement qualifiée qui a coordonné le processus industriel génocidaire. L'objectif était la rapidité, l'efficacité maximale au moindre coût.

Les victimes humaines de ce génocide sans précédent étaient 6 millions de Juifs et 9 millions d'autres personnes que les nazis ont déshumanisées en les qualifiant d'*Untermenschen*.

Le but des mémoriaux de l'Holocauste est d'avertir et d'informer les générations futures sur la façon dont une société éclairée et civilisée peut se transformer en un univers génocidaire régi par une dépravation morale absolue.

Si nous voulons éviter un autre Holocauste, nous devons identifier les parallèles actuels inquiétants avant qu'ils n'empoisonnent le tissu social.

Depuis l'ère nazie, *l'étude de l'histoire et de la plupart des sciences humaines – y compris la philosophie, la religion et l'éthique – a été éclipsée et l'accent a été mis sur la science et la technologie utilitaires. En conséquence, peu de gens reconnaissent les similitudes inquiétantes entre les politiques actuelles et celles du régime nazi.*

En déclarant l'état d'urgence – en 1933 et en 2020 – la liberté individuelle, les droits légaux et les droits civils protégés par la constitution ont été balayés. Des décrets répressifs et discriminatoires ont suivi.

En 1933, les Juifs étaient la principale cible de la discrimination ; aujourd'hui, ce sont les personnes qui refusent de se faire injecter des vaccins expérimentaux issus du génie génétique qui sont visées. Hier comme aujourd'hui, les dictats gouvernementaux ont été conçus pour éliminer des segments de la population.

En 2020, les dictats gouvernementaux ont interdit aux hôpitaux de traiter les personnes âgées dans les maisons de retraite. Le résultat a été un meurtre de masse.

Les décrets gouvernementaux continuent d'interdire aux médecins de prescrire des médicaments vitaux, approuvés par la FDA ; les protocoles dictés par le gouvernement continuent de tuer.

Les médias sont silencieux – comme ils l'étaient à l'époque.

Les médias diffusent un récit unique, dicté par le gouvernement – tout comme sous les nazis. Une censure stricte réduit au silence les opinions opposées.

Dans l'Allemagne nazie, peu de personnes s'opposaient à ces idées ; celles qui le faisaient étaient emprisonnées dans des camps de concentration.

Aujourd'hui, les médecins et les scientifiques qui remettent en question le récit approuvé sont calomniés, leur réputation est détruite. Ils risquent de perdre leur licence d'exercice et de voir leur domicile et leur lieu de travail perquisitionnés par des équipes d'intervention.

— — — — —
On ne saurait trop insister sur l'importance morale du Code de Nuremberg :

Le Code de Nuremberg est le document qui fait le plus autorité et qui est reconnu internationalement dans l'histoire de l'éthique médicale.

Ce document historique a été formulé en réponse aux preuves des atrocités médicales commises par les médecins et les scientifiques nazis.

Le code fixe des limites morales à la recherche sur les êtres humains.

Le Code de Nuremberg rejette l'idéologie de l'eugénisme et affirme sans équivoque la primauté et la dignité de l'être humain individuel, par opposition au « *plus grand bien de la société* ».

Les juristes américains qui ont formulé le Code de Nuremberg ont intégré les « *Directives pour l'expérimentation humaine* » officielles allemandes de 1931, rédigées par le Dr Julius Moses. Ces directives sont restées légalement en vigueur jusqu'en 1945. Les nazis les ont violées dans leur intégralité. Le Dr Moses, qui était juif, a été déporté à Theresienstadt où il est mort.

Le Code de Nuremberg a défini des normes morales et juridiques fondamentales et universelles, affirmant les droits de l'homme fondamentaux.

Ces droits de l'homme s'appliquent à tout être humain.

- Le Code fixe des limites aux paramètres des expériences médicales autorisées.
- Tout aussi important, le code de Nuremberg rend *les médecins et les chercheurs personnellement responsables de la sécurité des sujets humains et de l'obtention du consentement volontaire et éclairé de la personne concernée*. Les normes du code de Nuremberg sont intégrées dans le code pénal international. Elles sont légalement applicables aujourd'hui en temps de paix et en temps de guerre.

L'objectif du code de Nuremberg est de garantir que la médecine ne s'écarte plus jamais du principe éthique de précaution « D'abord, ne pas nuire » (Primum non nocere).

Le Code de Nuremberg a servi de modèle pour les codes nationaux et internationaux des droits de l'homme qui ont suivi, afin de garantir que :

- les droits et la dignité des êtres humains soient respectés ;
- et pour faire en sorte que les médecins ne se livrent plus jamais à des expériences moralement odieuses.
- Comme les 10 commandements, pas un mot du code ne peut être modifié.

Le premier des dix principes éthiques énonce l'exigence éthique la plus importante, qui est expliquée en détail :

« Le consentement volontaire du sujet humain est absolument essentiel ».

« Cela signifie que la personne concernée doit avoir la capacité juridique de donner son consentement ; qu'elle doit être dans une situation telle qu'elle puisse exercer le libre choix, sans l'intervention d'aucun élément de force... de contrainte ou de coercition ; et qu'elle doit avoir une connaissance et une compréhension suffisantes des éléments du sujet concerné pour lui permettre de prendre une décision compréhensible et éclairée. Ceci... exige qu'avant l'acceptation... d'une décision positive par le sujet expérimental... [il] doit être [informé] de la nature, de la durée et du but de l'expérience ; de la méthode et des moyens par lesquels elle sera menée ; de tous les inconvénients et dangers auxquels on peut raisonnablement s'attendre ; et des effets sur sa santé ou sa personne qui peuvent éventuellement résulter de sa participation à l'expérience.

Le devoir et la responsabilité de s'assurer de la qualité du consentement incombent à chaque individu qui initie, dirige ou s'engage dans l'expérience. Il s'agit d'un devoir et d'une responsabilité personnels qui ne peuvent être délégués à un autre en toute impunité. »

La culture génocidaire qui imprégnait le régime nazi n'a pas pris fin en 1945. Elle s'est métastasée aux États-Unis.

À la fin de la guerre, des agents du gouvernement américain ont aidé 1 600 scientifiques, médecins et ingénieurs nazis de haut rang à échapper à la justice de Nuremberg.

Ces technocrates nazis ont facilité les opérations meurtrières des nazis. Ils étaient les partenaires d'Hitler dans les crimes contre l'humanité. Ils ont été secrètement introduits aux États-Unis dans le cadre de l'opération *Paperclip*. Ceci en violation des ordres explicites du président Harry Truman. Ces criminels nazis ont été placés à des postes de haut niveau dans de grandes institutions scientifiques et médicales américaines où ils ont poursuivi leurs travaux.

Qui plus est, ces technocrates nazis ont formé une génération de scientifiques, de médecins et d'ingénieurs américains. C'est ainsi que les méthodes nazies et le mépris immoral des valeurs humaines se sont enracinés en Amérique.

En 1961, dans son discours d'adieu à la nation, le président *Dwight Eisenhower* a mis en garde contre la domination croissante du « *complexe militaro-industriel* » dont « *l'influence totale – économique, politique, voire spirituelle – se fait sentir [partout]* ».

Eisenhower a averti : « *Nous devons être attentifs au danger que la politique publique devienne elle-même captive d'une élite scientifico-technologique* ».

En 1979, un rapport au Président, par la Commission américaine sur l'Holocauste, présidée par *Elie Wiesel*, survivant d'Auschwitz, mettait en garde :

« ...l'inclination à reproduire l'option nazie et à exterminer une fois de plus des millions de personnes reste une menace hideuse ».

Ceux qui déclarent que les analogies avec l'Holocauste sont « hors limites » trahissent les victimes de l'Holocauste en niant la pertinence de l'Holocauste.

Le Code de Nuremberg sert de base à la recherche clinique éthique depuis sa publication il y a 75 ans.

La pandémie de Covid est exploitée comme une occasion de renverser les paramètres moraux et juridiques établis par le Code Nuremberg.

Le Code de Nuremberg est notre défense contre les expérimentations abusives.

L'humanité est actuellement assiégée par les héritiers mondiaux des nazis.

Une bande de milliardaires mondiaux, impitoyables et interconnectés, a pris le contrôle des institutions nationales et internationales qui définissent les politiques.

Ils se sont lancés dans la mise en œuvre d'un programme diabolique :

- Renverser la démocratie et la civilisation occidentale ;
- Dépeupler la population mondiale ;
- Éliminer les États-nations et établir un gouvernement mondial unique ;
- Éliminer l'argent liquide et établir une monnaie numérique unique ;
- Injecter des identifiants numériques et des capacités d'intelligence artificielle dans chaque être humain.

Si ces objectifs deviennent une réalité, nous serons surveillés numériquement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

En mai 2022, au Forum économique mondial de Davos, Klaus Schwab, l'architecte de la Grande Réinitialisation dystopique, a déclaré :

« Soyons clairs, le futur ne se produit pas tout seul ; le futur est construit par nous, une communauté puissante ici dans cette salle. Nous avons les moyens d'imposer l'état du monde ».

Le but ultime de ces mégalomanes est de prendre le contrôle total des ressources naturelles et financières du monde et de remplacer les humains par des robots *transhumains*¹.

Le principal conseiller de Klaus Schwab est Yuval Noah Harari, un Israélien formé à l'Université d'Oxford. Harari est un partisan du Nouvel Eugénisme et du Transhumanisme.

Harari qualifie les humains d'« animaux piratables ». Il a déclaré : « *Nous avons la technologie pour pirater les humains à grande échelle...* ».

Harari méprise le concept même de Dieu.

Les transhumanistes méprisent les valeurs humaines et nient l'existence d'une âme humaine. Harari déclare qu'il y a trop de « *gens inutiles* ». Le terme nazi était « *mangeurs inutiles* ».

C'est le nouvel eugénisme.

Il est adopté par les technocrates milliardaires les plus puissants du monde qui se réunissent à Davos : Big Tech, Big Pharma, les oligarques financiers, les universitaires, les dirigeants gouvernementaux et le complexe militaro-industriel. Ces mégalomanes ont ouvert la voie à un nouvel holocauste.

Cette fois, la menace de génocide est à l'échelle mondiale.

Cette fois, au lieu du gaz Zyklon B, les armes de destruction massive sont des armes biologiques injectables issues du génie génétique, qui se font passer pour des vaccins.

Cette fois, il n'y aura pas de sauveteurs. À moins que nous ne résistions tous, plus jamais ça, c'est maintenant.

Vera SHARAV
Survivante de l'Holocauste
Défenseur des droits de l'homme
Fondatrice et présidente de l'Alliance pour la protection de la recherche humaine (AHRP)

Childrens Health Defense, 22 août 2022

¹ Le transhumanisme est un système de castes amélioré par la bio-technologie – le nouvel eugénisme.

Culture woke : l'arbre qui cache la forêt

Débarqué dans le sillage des mouvements MeToo et Black Lives Matter, le mouvement Woke (de l'anglais « To wake », s'éveiller) s'attaque à toutes celles et ceux qui ne respecteraient pas les codes de l'antiracisme et de l'antisexisme. De l'écriture inclusive à l'installation de toilettes transgenres, de l'élimination de certains mots trop « connotés » à la révision de pans entiers de l'histoire, rien n'échappe à la vigilance de ce mouvement qui se drape dans les meilleures intentions du monde : la lutte contre les discriminations en tous genres et l'antiracisme. Mais que se cache-t-il exactement derrière cette nouvelle mode idéologique ? Tentative de décryptage.

Dans 1984, George Orwell avait imaginé que le pouvoir totalitaire instauré par Big Brother introduirait progressivement une novlangue destinée, à terme, à supprimer l'« ancilangue », l'anglais traditionnel. Le but de la manœuvre ? Reformater les esprits selon les canons de la nouvelle idéologie et empêcher le « crime par la pensée », faute de mots à même de le concevoir. Le wokisme, c'est d'abord une affaire de mots destinés, eux aussi, à « penser correctement » et à éviter tout « dérapage ». Racisés, cisgenre, non-binarité, intersectionnalité, décolonialisme, linguistique dégenrée : autant de termes nouveaux qui balisent un territoire en expansion constante, et dont le simple usage vous confortera déjà dans le sentiment rassurant d'appartenir au camp du Bien. Car aujourd'hui, pour certains, oser critiquer le wokisme et ses avatars ultra-communautaristes, c'est déjà verser dans les ténèbres et l'obscurantisme. Annonçant la couleur dès le titre de son récent ouvrage⁽¹⁾, le chercheur français Alex Mahoudeau n'y voit par exemple rien d'autre qu'une « offensive réactionnaire » de petits bourgeois blancs et frileux qui ne comprennent décidément rien à la modernité. Et quand on n'est pas réac ou « néo-réac », c'est qu'on est carrément crypto-fasciste. La bonne vieille *reductio ad Hitlerum*, méthode éprouvée pour discréditer le contradicteur et couper court à tout débat, empêchant par là-même un examen critique, distancé et objectif.

Réduire la critique du wokisme à des visées réactionnaires, c'est d'abord passer sous silence qu'il existe une critique de ce mouvement émanant spécifiquement de la gauche et aussi, de façon peut-être plus surprenante, une critique libérale du wokisme, non pas au sens néo-libéral, mais au sens historique du terme, s'adossant notamment à des penseurs tels que Alexis de Tocqueville et John Stuart Mill⁽²⁾.

Proche de la gauche antilibérale espagnole, le journaliste Daniel Bernabé démontre dans *Le piège identitaire* comment, en Europe et aux États-Unis, les gauches de gouvernement se servent du wokisme, du communautarisme et des obsessions identitaires qu'ils véhiculent comme véritables idéologies de substitution et comment ces mêmes partis « progressistes » ont fait litière de sujets liés à l'économie, tels que les salaires, les conditions de travail, la redistribution des richesses ou le logement au profit de thématiques « sociétales » telles que le genre ou la « race ». Pour bien comprendre comment ce tour de passe-passe politique en forme d'OPA a pu se produire, il n'est pas inutile de jeter un petit coup d'œil dans le rétroviseur.

La période charnière se situe en 1979–1981, avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis. L'heure est au libre marché et à la dérégulation, au « dégraissage » des services publics et à la première grande vague de la mondialisation. Dans un tel contexte, les expériences de gauche sont prises à contre-courant. L'exemple français est parlant. Parti pour « changer la vie » en mai 1981, le socialisme mitterrandien prend dès 1983 le « tournant de la rigueur », euphémisme pour désigner une politique d'austérité. Un moment tenté de poursuivre une politique de relance keynésienne et de se retirer du serpent monétaire européen, François Mitterrand choisira finalement de se convertir au libre marché et à l'Europe⁽³⁾. Dans la foulée, les symboles changent, eux aussi. Remisés au placard des vieilles lunes, Blanqui, Jaurès et Blum cèdent la place à de nouvelles icônes : Harlem Désir, qui préside SOS Racisme à partir de 1984 ou Bernard Tapie, qui deviendra ministre de la Ville de Mitterrand en 1992.

La tendance s'approfondit avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS. Soutenu par Philip Gould, un publicitaire qui avait concouru à l'élection de Bill Clinton en 1992 et qui analysait l'élection comme la conquête d'un marché, avec ses niches identitaires et ses cibles communautaires, Tony Blair et son New Labour accèdent au pouvoir en 1997. Bernabé résume cette évolution en forme de révolution copernicienne : « Ainsi se sont imposées dans la société les opinions de ceux qui identifient la politique à un marché sur lequel chacun achète le produit électoral qui lui correspond le mieux. La diversité des consommateurs face à la masse anonyme de la classe ouvrière... Oubliées les politiques volontaristes des sociaux-démocrates de jadis, finis les vieux penchants

marxistes : tout cela a été balayé avec la disparition du bloc de l'Est, et sous la pression d'un clientélisme électoral débridé⁽⁴⁾ ».

Le wokisme en tant que produit de substitution

Ralliées au libre marché et à la mondialisation, les gauches dites de gouvernement non seulement n'ont pas changé la vie, mais elles se sont même avérées incapables de maintenir le *statu quo* d'un capitalisme tempéré par un État-Providence fort, issu du compromis de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans ces conditions, qu'est-ce qui pouvait encore distinguer, sur le « marché » électoral, une gauche « centriste » ayant quasiment évacué la question sociale et convertie à une sorte de « libéralo-progressisme », d'une droite « réformatrice » qui s'attelait à adapter de façon toujours plus prégnante les États-nations à la mondialisation néo-libérale galopante ? « Well, it's the symbolic, stupid ! » serait-on tenté de répondre, en paraphrasant la fameuse apostrophe de Bill Clinton à George Bush senior, son concurrent malheureux aux élections de 1992. Comme le résume Bernabé, « comment donner l'impression que les choses changent quand même ? Eh bien, c'est simple : en misant tout sur les guerres culturelles, ces conflits focalisés sur des questions symboliques⁽⁵⁾ ».

Et c'est ici que le wokisme et ses multiples produits dérivés, de la *Cancel Culture* à l'écriture inclusive en passant par les actions « décoloniales », avec son obsession pour les identités blessées, les complexes ressentimentistes et la concurrence victimaire, ont joué le rôle de parfait produit de substitution sur un marché électoral de plus en plus volatile et versatile. Et cette résurgence de thématiques communautaristes a pu constituer une sorte de divine surprise pour une gauche démonétisée et déboussolée. Selon Bernabé, « La clé qui permet de comprendre tout cela, c'est le fait que le rapport à la politique de la plupart des gens a complètement changé : il est passé du positionnement idéologique à une attitude consumériste, que le néolibéralisme a instillée par le biais de la classe moyenne. En attisant l'individualisme, ce changement a affaibli les luttes pour la redistribution et il a recodé les enjeux d'ordre matériel dans le langage de la méritocratie... Les politiques de reconnaissance de la diversité, parce qu'elles sont intrinsèquement hétérogènes, regroupant une multitude de catégories (de genre, de race, etc.), et parce qu'elles portent une conception de la différence compatible avec l'inégalité, ont été détournées par le capitalisme sur le terrain du spécifique et de l'individuel, leur composante symbolique et culturelle les rendant aisément appropriables par le marketing⁽⁶⁾ ».

Ce positionnement consumériste du wokisme, on s'en doute, n'affecte pas que la sphère politique. Il atteint aussi les entreprises et l'économie elle-même. Le wokisme a ainsi généré un véritable *woke capitalism*, qui est en quelque sorte à l'économie ce que le *Greenwashing* est à l'écologie. Illustrant l'infinie plasticité du capitalisme et sa faculté opportuniste à se concilier les diverses « niches » de la diversité, il consistera par exemple, pour une entreprise, à mettre en valeur des personnes issues de la diversité dans ses campagnes de publicité ou encore à bannir certains mots de leur vocabulaire, par exemple le mot « blanc », pour éviter d'être associé à l'« oppression patriarcale blanche hétérosexuelle⁽⁷⁾ ».

Mais on pourrait objecter que la lutte contre les inégalités d'ordre culturel ou symbolique, basées sur la « race », le genre ou l'orientation culturelle est peut-être tout aussi importante que le combat sur le terrain des inégalités socio-économiques. Encore faudrait-il savoir quelle forme devrait prendre cette lutte. Un exemple récent illustre les contradictions et les ambiguïtés des mouvements qui se disent désireux de faire justice aux minorités et/ou de rendre visible la diversité. Chaque année, à l'occasion de la Fête des Rois, a lieu début janvier un défilé de chars dans un quartier populaire de Madrid, Puente de Valleas. En 2018, un collectif de défense des droits des LGBTQI+ a eu l'idée de transformer le char des Rois mages en char de *drag queens*, afin de sensibiliser la population locale aux problèmes, peut-être réels, rencontrés par la communauté *gay* et *queer*. Soutenue par la majorité locale de gauche, cette initiative n'a pas manqué de susciter l'ire d'une partie de la droite et des chrétiens traditionnalistes qui ont saisi l'occasion pour monter au créneau. Jetant encore un peu plus d'huile sur le feu, les médias s'en sont mêlés et en ont profité pour faire grimper leur audimat avec des débats enflammés sur le respect des traditions, les troubles psychologiques qui pouvaient en résulter sur les enfants, avec force psychologues de service sur les plateaux. Résultat ? Outre une polarisation des esprits, tout ce battage médiatico-politique n'aura sans doute pas changé grand-chose à la compréhension des problématiques, d'ailleurs sans doute très diversifiées, rencontrées par les LGBTQI+. Relatant cet épisode emblématique d'une certaine superficialité contemporaine, Bernabé en tire la conclusion suivante : « Pour conserver son aura progressiste et masquer son ralliement au libéralisme, la majeure partie de la gauche actuelle est prête à organiser toutes sortes d'actions symboliques superficielles et dérisoires. Les libéraux eux-mêmes ne voient aucune objection à soutenir les luttes LGBT, si elles représentent une opportunité de faire du profit. C'est ainsi que les *WorldPride* se sont muées en une vaste et très lucrative entreprise touristique. En revanche, personne ne lève le petit doigt ni n'est prêt à dépenser le moindre centime lorsqu'il s'agit de mettre en place des solutions pérennes pour traiter les problèmes en profondeur... et passer du terrain symbolique à des formes d'intervention aux implications matérielles : aller à la rencontre des gens pour faire de la pédagogie au lieu

de capter un public de consommateurs trop souvent en quête de constructions identitaires permettant de se distinguer des autres⁽⁸⁾ ».

Wokisme et intersectionnalité

S'il semble s'enraciner dans un combat juste au départ⁽⁹⁾, celui des Noirs américains en quête des droits civiques, d'une égalité de traitement et d'une meilleure représentativité dans la société, le wokisme a pris une connotation plus nettement communautariste et s'est agrégé une série de revendications identitaires, basées par exemple sur le genre et l'orientation sexuelle, qui ne sont pas sans rapport avec la *Cancel Culture*, dérivant ainsi vers ce que Natacha Polony et d'autres ont appelé la dictature des minorités. C'est ainsi que le droit à ne pas être offensé s'est, peu à peu et insidieusement, transformé en injonction à se taire. Seules peuvent être solidaires de communautés « opprimées » d'autres minorités, par définition elles aussi exploitées et discriminées. Par parenthèse, il peut être intéressant de noter que certaines catégories qui pourraient pourtant légitimement se plaindre de traitements discriminatoires sont curieusement absentes des combats wokistes. Par exemple les personnes âgées, isolées et interdites de visite pendant l'épidémie de covid, sans parler des maltraitements induites par le sous-financement chronique et le manque de personnel des maisons de repos. Il est vrai qu'elles votent peu et descendent rarement dans les rues pour manifester...

Mais revenons à nos genres (ou absence de genre) et à nos races, puisque le terme ne fait apparemment plus peur à la gauche « libéralo-progressiste ». Car c'est ici qu'intervient le concept d'intersectionnalité. Entendez la version woke de la convergence des luttes, étendard bigarré dont la gauche libérale progressiste n'a pas tardé à saisir le potentiel. Le principe est simple : plus vous cumulez de différences et de potentielles discriminations, en fonction de votre « race » présumée, de votre genre, orientation sexuelle ou religion, plus vous vous situez haut sur l'échelle victimaire de l'intersectionnalité. Par exemple, être femme, noire, homosexuelle, bi ou transgenre et musulmane fera de vous l'objet de toutes les attentions intersectionnelles. Il est presque inutile de préciser que, dans la réalité, ce concept, plus qu'il ne génère de convergence dans la défense de victimes de discriminations, réelles ou présumées, aboutit le plus souvent à des guerres de chapelle ou à des luttes fratricides, par exemple entre féministes traditionnelles qui pensent que le sexe est une donnée biologique naturelle et adeptes de la théorie des genres pour qui il s'agit d'une pure construction sociale impliquant des rapports de pouvoir. Et, lorsqu'elles existent réellement, les convergences intersectionnelles aboutissent parfois à de curieux rapprochements. Ainsi, les néo-féministes pures et dures et tenants d'un Islam pour le moins radical peuvent se retrouver sur la revendication d'aires de non-mixité, comme les piscines, les terrains de jeux ou les lieux de culte. Reste à savoir où se situe l'enjeu réel du wokisme intersectionnel : dans la défense des plus défavorisés ou le fait de leur donner une place et une voix, ou plutôt dans la lutte pour l'occupation de postes d'influence, généralement bien rémunérés, dans les associations et institutions subventionnées...

On l'a vu, une certaine gauche déboussolée et convertie aux vertus du marché s'est emparée d'enjeux sociétaux qui masquent largement les véritables inégalités. Ce n'est sans doute pas un hasard si les enjeux sociétaux communautaristes ont pris naissance aux États-Unis au cours des années 1950-60, certes caractérisées par la lutte pour les droits civiques et par des tensions raciales très importantes, mais aussi par un boom économique sans précédent. Avec la fin du régime ségrégationniste, surtout présent dans le Sud, la reconnaissance sans réserve des droits civiques et une meilleure insertion socio-économique et représentativité culturelle d'assez larges franges issues des minorités noires (mais aussi hispaniques), on aurait pu croire qu'un mouvement comme le wokisme ne pourrait non seulement s'implanter durablement, mais devenir culturellement dominant. Comme l'avait justement pressenti Tocqueville, les plus grandes passions égalitaires se soulèvent non quand la situation empire, mais au contraire lorsqu'elle s'améliore :

« Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil ; quand tout est à peu près de niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir d'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande⁽¹⁰⁾ ».

Aujourd'hui, en Europe, la situation est paradoxale. Alors que les inégalités socio-économiques à l'intérieur des États n'ont jamais été aussi criantes, qu'une classe moyenne déboussolée et paupérisée s'interroge sur ses capacités de résister à l'ouragan qui se prépare, l'orchestre libéralo-progressiste, gauche et droite confondues, continue imperturbablement de jouer son antienne sociétale à base communautariste et wokiste pour distraire des passagers paniqués, tandis que l'équipage s'échine tant bien que mal à poser quelques chèques rustines sur la coque du Titanic. Or, la gauche a une responsabilité particulière dans ce moment historiquement dangereux. Comme le souligne avec justesse Bernabé, « elle devrait se rappeler que ce n'est pas en changeant les mots qu'on transforme le monde, mais en transformant le monde qu'on fera changer les mots⁽¹¹⁾ ».

Notes et références

1. Alex Mahoudeau, *La Panique Woke, anatomie d'une offensive réactionnaire*, Textuel, 2022.
 2. Pour une critique « libérale » au sens tocquevillien du mot, voir notamment : Thierry Aimar, *La société de régression : le communautarisme à l'assaut de l'individu*, éditions de L'aube, 2022.
 3. Pour une bonne analyse de cette période clé, voir notamment : Thierry Pfister, *La vie quotidienne à Matignon au temps de l'Union de la gauche*, Hachette, 1985.
 4. Daniel Bernabé, *Le piège identitaire – L'effacement de la question sociale*, L'Échappée, p. 103.
 5. Op. cit., p. 183.
 6. Op. cit., p. 181.
 7. Voir notamment Guy Mettan, *La tyrannie du bien – Dictionnaire de la pensée (in) correcte*, éditions des Syrtes, 2022.
 8. Daniel Bernabé, op. cit., p. 187.
 9. Dans un discours de 1965, Martin Luther King appelait les jeunes à rester éveillés (« awake ») et à être une génération engagée. Le terme semble ensuite être entré en léthargie, jusqu'en 2008, où la chanteuse américaine Erykah Badu chante : « I stay woke ». Mais ce n'est qu'à partir de 2013 et le mouvement Black Lives Matter que le terme fait véritablement son entrée dans l'arène socio-politique.
 10. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Livre 2, Garnier- Flammarion, p. 124.
 11. Daniel Bernabé, op. cit., p. 157.
- <https://www.kairospresse.be/culture-woke-l-arbre-qui-cache-la-foret/>

Der Spiegel : des vétérans de la Wehrmacht ont créé une armée secrète en Allemagne de l'Ouest

Non le nazisme n'a jamais été éradiqué et s'il s'est reconstitué, selon cet article, « On croit indépendamment des forces d'occupation ». Ce que nous savons, y compris sur le plan culturel, montre que très tôt les services de renseignements US ont utilisé leurs réseaux, avant même l'ouverture officielle de la guerre froide.



Le fait est que dans sa lutte contre l'URSS, la CIA ainsi que le gouvernement américain ont sollicité ces gens-là et leurs réseaux pour préparer une « alternative » démocratique au communisme. La chute de l'URSS a activé les réseaux dormants et aujourd'hui la politique la plus belliciste de l'OTAN vient cette internationale noire, comme nous le verrons dans un prochain article.

Les vétérans nazis ont créé une armée illégale

Des documents récemment découverts montrent que dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, d'anciens membres de la Wehrmacht nazie et de la Waffen-SS ont formé une armée secrète pour s'opposer au pays des Soviétiques. Le projet illégal aurait pu déclencher un scandale majeur à l'époque.

Pendant près de six décennies, le dossier de 321 pages est passé inaperçu dans les archives du BND, l'agence de renseignement étrangère allemande – mais maintenant son contenu déclassifié a révélé un nouveau chapitre de l'histoire allemande d'après-guerre qui est aussi spectaculaire que mystérieux.

Les documents auparavant secrets révèlent l'existence d'une coalition d'environ 2 000 anciens officiers – vétérans de la Wehrmacht de l'époque nazie et de la Waffen-SS – qui ont décidé de constituer une armée dans l'Allemagne d'après-guerre en 1949. Ils ont fait leurs préparatifs sans mandat du gouvernement allemand, à l'insu du parlement et, selon les documents, en contournant les forces d'occupation alliées.

L'objectif des officiers à la retraite : défendre l'Allemagne de l'Ouest naissante contre l'agression de l'Est au début de la guerre froide et, sur le front intérieur, se déployer contre les communistes en cas de guerre civile. Il a recueilli des informations sur des politiciens de gauche comme le social-démocrate (SPD) Fritz Erler, un acteur clé dans la réforme du parti après la Seconde Guerre mondiale, et a espionné des étudiants comme Joachim Peckert, qui est devenu plus tard un haut fonctionnaire à l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Moscou dans les années 1970.

La nouvelle découverte a été provoquée par une coïncidence. L'historien Agilolf Kesselring a trouvé les documents – qui appartenaient à l'Organisation Gehlen, le prédécesseur de l'actuelle agence de

renseignement étrangère – alors qu'il travaillait pour une commission historique indépendante embauchée par le BND pour enquêter sur ses débuts. Des commissions similaires ont été embauchées par un certain nombre d'autorités allemandes ces dernières années, y compris les ministères des Finances et des Affaires étrangères, pour créer un registre précis des héritages autrefois étouffés.

Kesselring a découvert les documents, qui ont reçu le titre étrange de « Assurances », tout en essayant de déterminer le nombre de travailleurs employés par le BND.

Au lieu de documents d'assurance, Kesselring est tombé sur ce qui peut maintenant être considéré comme la découverte la plus importante de la Commission historique indépendante. L'étude qu'il a écrite sur la base de la découverte a été publiée cette semaine.

Une facilité à saper la démocratie

Le dossier est incomplet et doit donc être considéré avec une certaine retenue. Malgré cela, son contenu témoigne de la facilité avec laquelle les normes démocratiques et constitutionnelles ont pu être sapées dans les premières années de l'existence de l'Allemagne de l'Ouest. Selon les journaux, le chancelier allemand Konrad Adenauer n'a découvert l'existence du groupe paramilitaire qu'en 1951, date à laquelle il n'a évidemment pas décidé de le dissoudre.

En cas de guerre, selon les documents, l'armée secrète comprendrait 40 000 combattants. L'implication de personnalités de premier plan dans les futures forces armées allemandes, la Bundeswehr, est une indication de la gravité de l'entreprise.

Parmi ses acteurs les plus importants se trouvait Albert Schnez. Schnez est né en 1911 et a servi comme colonel pendant la Seconde Guerre mondiale avant de gravir les échelons de la Bundeswehr, fondée en 1955. À la fin des années 1950, il faisait partie de l'entourage du ministre de la Défense de l'époque, Franz Josef Strauss (CDU), puis a servi le chef de l'armée allemande sous le chancelier Willy Brandt et le ministre de la Défense Helmut Schmidt (tous deux du SPD).



Albert Schnez

Les déclarations de Schnez citées dans les documents suggèrent que le projet de construction d'une armée clandestine a également été soutenu par Hans Speidel – qui deviendrait le commandant suprême de l'armée alliée en Europe centrale en 1957 – et Adolf Heusinger, le premier inspecteur général de la Bundeswehr.

Kesselring, l'historien, a un lien particulier avec l'histoire militaire : son grand-père Albert était maréchal général et commandant suprême du Sud sous le Troisième Reich, avec Schnez comme son subordonné « général des transports » en Italie. Les deux hommes tentèrent d'empêcher la capitulation partielle de l'Allemagne en Italie.

Dans son étude, Kesselring laisse Schnez partir facilement : il ne mentionne pas ses liens avec le milieu de droite, et il décrit son espionnage de supposés gauchistes comme des « contrôles de sécurité ». Interrogé à ce sujet, l'historien explique qu'il traitera de ces aspects du dossier dans une étude approfondie au cours de l'année à venir. Mais le BND a récemment publié les fichiers « Assurances », ce qui permet de brosser un tableau indépendant.

Le projet de l'armée a commencé dans la période d'après-guerre en Souabe, la région entourant Stuttgart, où Schnez, alors âgé de 40 ans, faisait le commerce du bois, des textiles et des articles ménagers et, à côté, organisait des soirées sociales pour les vétérans de la 25e division d'infanterie, dans laquelle il avait servi. Ils s'entraidaient, soutenaient les veuves et les orphelins de collègues et parlaient des temps anciens et nouveaux. Craintes d'une attaque de l'Est

Mais leurs débats revenaient toujours à la même question : que faire si les Russes ou leurs alliés d'Europe de l'Est envahissaient ? L'Allemagne de l'Ouest était encore sans armée à l'époque, et les Américains avaient retiré beaucoup de leurs GI d'Europe en 1945.

Au début, le groupe de Schnez a envisagé de se laisser vaincre, puis de mener une guerre partisane derrière les lignes, avant de déménager quelque part en dehors de l'Allemagne. En cas d'attaque soudaine de l'Est, écrira plus tard un employé de l'Organisation Gehlen, Schnez voulait retirer ses troupes et les mettre en sécurité en dehors de l'Allemagne. Ils mèneraient alors la bataille pour libérer l'Allemagne de l'étranger.

Pour préparer une réponse à la menace potentielle, Schnez, le fils d'un fonctionnaire du gouvernement souabe, a cherché à fonder une armée. Même s'il violait la loi alliée – les organisations militaires ou « de type militaire » étaient interdites, et ceux qui enfreignaient les règles risquaient la prison à vie – il est rapidement devenu très populaire.

L'armée a commencé à prendre forme au plus tard en 1950. Schnez a recruté des dons d'hommes d'affaires et d'anciens officiers partageant les mêmes idées, a contacté des groupes d'anciens combattants d'autres divisions, a demandé aux sociétés de transport quels véhicules elles pouvaient fournir dans le pire des cas et a travaillé sur un plan d'urgence.

Anton Grasser, un ancien général d'infanterie qui était alors employé par la compagnie de Schnez, s'occupait des armes. En 1950, il a commencé sa carrière au ministère fédéral de l'Intérieur à Bonn, où il est devenu inspecteur général et a supervisé la coordination des unités tactiques de la police allemande dans les États allemands en cas de guerre. Il voulait utiliser leurs moyens pour équiper la troupe en cas d'urgence. Rien n'indique que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Robert Lehr, ait été informé de ces plans.

Schnez voulait fonder une organisation d'unités composées d'anciens officiers, idéalement des états-majors entiers de divisions d'élite de la Wehrmacht, qui pourraient être rapidement déployées en cas d'attaque. Selon les listes contenues dans les documents, les hommes étaient tous employés : ils comprenaient des hommes d'affaires, des représentants des ventes, un marchand de charbon, un avocat pénaliste, un avocat, un instructeur technique et même un maire. Vraisemblablement, ils étaient tous anticommunistes et, dans certains cas, motivés par un désir d'aventure. Par exemple, les documents indiquent que le lieutenant-général à la retraite Hermann Hölter « ne se sentait pas heureux de travailler dans un bureau ».

La plupart des membres de la réserve secrète vivaient dans le sud de l'Allemagne. Un aperçu des documents montre que Rudolf von Bünau, un général d'infanterie à la retraite, a dirigé un « état-major de groupe » hors de Stuttgart. Il y avait d'autres sous-unités à Ulm (dirigées par le lieutenant-général à la retraite Hans Wagner), Heilbronn (lieutenant-général à la retraite Alfred Reinhardt), Karlsruhe (général de division à la retraite Werner Kampfhenkel), Fribourg (général de division à la retraite Wilhelm Nagel) et de nombreuses autres villes.

Les dossiers ont disparu

La liste de Schnez n'a pas été transmise, mais les documents indiquent qu'il a affirmé qu'elle comprenait 10 000 noms, suffisamment pour constituer le personnel de base de trois divisions. Pour des raisons de secret, il n'a intronisé que 2 000 officiers. Pourtant, Schnez n'avait aucun doute que les autres les rejoindraient. Il ne semblait pas y avoir de pénurie de candidats pour les unités : après tout, il ne manquait pas d'hommes allemands ayant une expérience de la guerre.

Il restait à déterminer où ils pourraient déménager en cas d'urgence. Schnez a négocié avec des sites suisses, mais leurs réactions ont été « très modérées », les documents indiquent qu'il a ensuite planifié un éventuel déménagement en Espagne pour l'utiliser comme base à partir de laquelle se battre aux côtés des Américains. Les contemporains ont décrit Schnez comme un organisateur énergique, mais aussi sûr de lui et distant. Il entretenait des contacts avec la Ligue de la jeunesse allemande et son organisation spécialisée, le Technischer Dienst (Service technique), qui se préparaient à une guerre de partisans contre les Soviétiques. *Les deux groupes, secrètement financés par les États-Unis*, comprenaient d'anciens officiers nazis en tant que membres, et ont tous deux été interdits par le gouvernement fédéral ouest-allemand en 1953 en tant qu'organisations d'extrême droite. Schnez, semble-t-il, n'avait aucun scrupule à s'associer à d'anciens nazis.

Schnez a également maintenu un appareil de renseignement auto-décrit qui évaluait les candidats pour la « Compagnie d'assurance », comme il appelait le projet, et déterminait s'ils avaient des qualités suspectes. Un

criminel nommé K. a été décrit comme « intelligent, jeune et à moitié juif ». Des documents américains consultés par *SPIEGEL* indiquent que Schnez a négocié avec l'ancien Obersturmbannführer SS Otto Skorzeny. L'officier SS est devenu un héros nazi pendant la Seconde Guerre mondiale après avoir mené à bien une mission pour libérer le dictateur italien déchu Benito Mussolini, qui avait été arrêté par le roi italien. L'ancien SS avait poursuivi des plans similaires à ceux de Schnez. En février 1951, les deux hommes ont convenu de « coopérer immédiatement dans la région de Souabe ». On ne sait toujours pas aujourd'hui ce qu'il est advenu précisément de cet accord.



Otto Skorzeny

Dans sa recherche de financement pour une opération à plein temps, Schnez a demandé l'aide des services secrets ouest-allemands au cours de l'été 1951. Lors d'une réunion le 24 juillet 1951, Schnez offrit les services de son armée fantôme à Gehlen, le chef des services de renseignement, pour un « usage militaire » ou « simplement comme force potentielle », que ce soit pour un gouvernement allemand en exil ou les alliés occidentaux.

Une note dans les documents de l'Organisation Gehlen indique qu'il y avait « depuis longtemps des relations de nature amicale » entre Schnez et Reinhard Gehlen. Les documents indiquent également que les services secrets ont pris connaissance de la force clandestine pour la première fois au printemps 1951. L'organisation Gehlen a classé Schnez comme un « lien spécial » avec le nom de code peu attrayant « Schnepfe », allemand pour « Snipe ».

Adenauer a-t-il hésité ?

Il est probable que l'enthousiasme de Gehlen pour l'offre de Schnez aurait été plus grand si elle était venue un an plus tôt, lorsque la guerre de Corée a éclaté. À l'époque, Bonn et Washington, capitales ouest-allemandes, avaient envisagé l'idée de « rassembler des membres d'anciennes divisions d'élite allemandes en cas de catastrophe, de les armer puis de les affecter aux troupes de défense alliées ».

En moins d'un an, la situation s'était quelque peu désamorcée et Adenauer s'était retiré de cette idée. Au lieu de cela, il a poussé pour que l'Allemagne de l'Ouest s'intègre plus profondément à l'Ouest et pour la création de la Bundeswehr. Le groupe illégal de Schnez avait le potentiel de menacer cette politique – si son existence était devenue de notoriété publique, elle aurait pu dégénérer en un scandale international.

Pourtant, Adenauer a décidé de ne pas prendre de mesures contre l'organisation de Schnez – ce qui soulève plusieurs questions : craignait-il un conflit avec des vétérans de la Wehrmacht et de la Waffen-SS ?

Il y avait des doutes au sein de l'Organisation Gehlen, en particulier autour de Skorzeny. Selon un autre document du BND consulté par *SPIEGEL*, un chef de division a soulevé la question de savoir s'il était possible pour l'organisation d'adopter une position agressive contre Skorzeny. L'homme de l'Organisation Gehlen a suggéré de consulter « les SS », ajoutant que les SS « sont un facteur et nous devrions sonder les opinions en détail avant de prendre une décision ». Apparemment, les réseaux d'anciens et d'anciens nazis exerçaient encore une influence considérable au cours des années 1950.

Il est également devenu clair en 1951 que des années s'écouleraient avant que la Bundeswehr puisse être créée. Du point de vue d'Adenauer, cela signifiait que, pour le moment, la loyauté de Schnez et de ses camarades devait être assurée pour le pire des scénarios. C'est probablement la raison pour laquelle Gehlen a été chargé par la Chancellerie « de s'occuper et de surveiller le groupe ».



Konrad Adenauer

Il semble que Konrad Adenauer ait informé à la fois ses alliés américains, ainsi que l'opposition politique du plan à l'époque. Les documents semblent indiquer que Carlo Schmid, à l'époque membre du comité exécutif national du SPD, était « dans la boucle ».

Peu de choses connues sur le démantèlement de l'armée

À partir de ce moment, le personnel de Gehlen a eu des contacts fréquents avec Schnez. Gehlen et Schnez ont également conclu un accord pour partager des renseignements provenant d'efforts d'espionnage. Schnez se vantait d'avoir un appareil de renseignement « particulièrement bien organisé ».

À partir de ce moment, l'Organisation Gehlen est devenue le destinataire de listes d'alerte comprenant les noms d'anciens soldats allemands qui se seraient comportés de manière « indigne » en tant que prisonniers de guerre soviétiques, l'insinuation étant que les hommes avaient fait défection pour soutenir l'Union soviétique. Dans d'autres cas, ils ont signalé « des personnes soupçonnées d'être communistes dans la région de Stuttgart ».

Mais Schnez n'a jamais été inondé de l'argent qu'il avait espéré. Gehlen ne lui permit de recevoir que de petites sommes, qui se tarissent à l'automne 1953. Deux ans plus tard, la Bundeswehr a prêté serment avec ses 101 premiers volontaires. Avec le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, la force de Schnez est devenue redondante. On ne sait pas exactement quand l'armée secrète a été dissoute, car aucune recherche n'a été faite à l'époque. Schnez est décédé en 2007 sans jamais rien dire publiquement sur ces événements. Ses dossiers sur la « Compagnie d'assurance » ont disparu. Ce que l'on sait provient en grande partie de documents relatifs à l'Organisation Gehlen qui ont fait leur chemin dans les archives classifiées de son successeur, le BND.

Il semble qu'ils aient été délibérément déposés là-bas sous le titre trompeur « Assurances » dans l'espoir que personne ne trouverait jamais de raison de s'y intéresser.

Klaus WIEGREFE.
Réseau International
24 août 2022

<https://fr.sott.net/article/40607-Der-Spiegel-des-veterans-de-la-Wehrmacht-ont-cree-une-armee-secrete-en-Allemagne-de-l-Ouest>

Interview de Delphin Ntanyoma sur les violences à l'Est de la RDC



Ces dernières semaines de nombreuses voix se sont élevées sur le besoin de protection de populations menacées à l'Est du Congo, jusqu'aux hautes instances de l'ONU. En grande partie concernant les Banyamulenges, dont les appels à la haine et aux meurtres se multiplient, car considérés comme proches du M23, le mouvement rebelle soupçonné d'être soutenu par le Rwanda. Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a démontré que 31% des discours haineux en RDC visait les Banyamulenges. Des personnalités politiques ont incité à leur « extermination ».

Comme l'écrivait Colette Braeckman il y a près de vingt ans, la question des Banyamulenges est « un éternel prétexte à la guerre. Kigali et les rebelles invoquent leur sort à chaque poussée de fièvre régionale ».

Qui sont les Banyamulenges et quelles violences subissent-ils actuellement (peux-tu expliquer historiquement comment la communauté a été utilisée politiquement) ?

Les Banyamulenges est l'une de communautés ethniques qui composent la Province du Sud-Kivu et ses membres habitent principalement les territoires du Mwenga (Itombwe), Fizi et Uvira. Comme c'est le cas de plusieurs groupes ethniques de la région de l'Est du Congo, les clans qui composent la communauté Banyamulenges sont considérés originaires de la Tanzanie, Burundi, Rwanda, et pourquoï l'Uganda. Toutefois, dans la région de Grands Lacs d'Afrique, la littérature assimile souvent le Banyamulenge aux Tutsis du Burundi, Rwanda, Uganda, Tanzanie... Toutefois, au sein de Banyamulenge, cette notion d'identité Tutsi n'avait toujours pas eu de prépondérance par rapport à l'identité Banyamulenge.

La discrimination des Banyamulenges trouve origine dans l'hypothèse « Hamite » qui avait catégorisé les « agriculteurs » de l'Afrique de Grands Lacs comme de natifs, alors que les « éleveurs » étaient considérés comme des immigrés. À la suite de l'interprétation erronée, les Banyamulenges avaient fait l'objet de discriminations de la part de l'autorité coloniale et cet héritage malheureux a servi de rempart pour ceux qui contestent l'identité Congolaise des Banyamulenges. C'est depuis les années d'après indépendance que les membres de cette communauté font face aux multiples acharnement, violence, atrocités car « étrange » qu'il faut chasser du territoire Congolais. Certains de Banyamulenges auraient rejoint les groupes rebelles au Rwanda et en RDC, ce qui pousse certains observateurs à croire que leur engagement au sein de ce mouvements rebelles aurait exacerbé leur marginalisation et leur discrimination.

Les banyamulenge sont aussi critiqués pour s'être placés parfois du côté du pouvoir et parfois contre (avec Laurent Désiré Kabila dans les années 90) ? Est-ce que ce n'est pas cela aussi qui leur est reproché ?

Plutôt, je vois le Banyamulenge avoir été « critiqué » pour s'être allié de Mobutu en 1964-68 pendant la période Muleliste alors la plupart de leurs voisins, les communautés voisines étaient proches de rebelles Simba Mulele dont Laurent Désiré Kabila. Vers les années 1990, quelques jeunes Banyamulenge se sont fait enrôler au sein de l'APR/FPR et ont formé le premier groupe que Kabila Laurent et le Rwanda ont utilisé lors de la guerre de 1996. Ce rapprochement avec le Rwanda ainsi que les rébellions 1996-1998 est souvent cité comme une explication derrière les attaques ou les vengeances contre les Banyamulenges.

Ne faut-il pas parler aussi des ressources très importantes qui sont sur ces régions mêmes occupées par les banyamulenges ? En quoi ces richesses importent dans leur situation ?

Toute la région du Kivu a des ressources naturelles que convoitent plusieurs multinationales. Ceux qui veulent exploiter peuvent largement surfer sur ces questions d'antipathie et de confrontation récurrentes pour accéder à ces minerais. C'est un point important. Les Banyamulenge en particulier avaient été propriétaires de bétails en grand nombre qui sont localement considérés comme une richesse convoitée par les groupes armés. Il faut souligner que les vaches appartenant à d'autres communautés ne font pas l'objet d'attaques récurrentes comme celles de Banyamulenge. Des ressources importantes telles que minerais, bois existent mais elles ne constituent pas la raison principale d'attaques contre le Banyamulenge.

Certains articles parlent des Banyamulenges comme liés au M23, est-ce correct ?

Alors que les Banyamulenges sont principalement originaires du Sud-Kivu, leur position au sein de la société congolaise ressemble largement à celui de Hutu et Tutsi du Nord-Kivu, mais aussi la communauté Hema de l'Ituri. Ils sont largement contestés sur ces bases qui tendent à croire qu'ils ne sont pas de « vrais Congolais ». Toutefois, il existe une différence entre ces peuples, même ceux-là vivant dans une même province comme le Nord-Kivu par exemple. Les Banyamulenges et le Hema de l'Ituri par exemple font partie de ces peuples qui vivaient sur le territoire qui deviendra le Congo après le partage de l'Afrique en 1885 à Berlin. Au Nord-Kivu, la seule nuance par rapport aux Banyamulenge et Hema, c'est qu'il y a une frange de population qui a immigré du Rwanda vers Masisi (Nord Kivu) vers les années 1930, une immigration qui avait été décidée par les États, principalement par le pouvoir colonial. La majorité de Hutu-Tutsi du Nord Kivu sont des peuples qui vivaient sur cette région pendant la période précoloniale, dont un grand nombre à Rutshuru mais aussi Masisi. Toutefois, Banyamulenge et Hutu-Tutsi du Nord sont souvent confondus et appelés « abusivement » comme Banyamulenge.

Partant de cette nuance au sein de ces peuples contestés du Nord et Sud-Kivu, et souvent affiliés à tort au Rwanda actuel, depuis le CNDP de Laurent Nkunda, actuellement le M23 (des débuts 2012-13) et le récent M23 (2022), les Banyamulenges ont pris distance vis-à-vis de ces insurrections/mouvements rebelles fortement critiqués comme ayant le Rwanda qui les soutient voire plus. Cela relève aussi de l'expérience des deux guerres du Congo (1996, 1998) qui ont prouvé que les relations Banyamulenge (en tout cas les élites) et l'armée Patriotique Rwandaise (Rwanda Defense Force) ont été si difficiles. Donc, les commandants au sein du CNDP, M23, M23bis sont pour la plupart natif de Rutshuru, Masisi au Nord-Kivu, mais ça ne représente pas forcément la communauté Banyamulenge dans son ensemble

Comment améliorer la situation des Banyamulenges ?

Une bonne question. À mon avis, aussi longtemps que la question de ces groupes dits étrangers ne sera pas réglée, le Congo restera instable. Bien que le Congo ait plusieurs défis en termes de sa gouvernance, faiblesses de services de sécurité, incapacité de protéger les personnes et leurs biens, présence des groupes armés étrangers..., la contestation de Banyamulenge du Sud-Kivu, Hutu-Tutsi du Nord-Kivu, et le Hema de l'Ituri est devenue une question de survie. Par exemple, les Banyamulenges au Sud-Kivu font face à une menace d'extermination, mais aussi c'est le cas de Hema de l'Ituri. Une menace d'extermination par les groupes armés en connivence avec les groupes étrangers alors que les militaires de l'armée nationale se positionnent en « observateurs ». D'une manière spécifique, le Banyamulenge, Tutsi et Hutu du Nord-Kivu sont victimes de discours de haine qui appellent à leur épuration. Ils leur font une protection devant cette menace. Il est important aussi qu'il y ait une politique régionale, nationale travaillant sur leur acceptation au sein de la société Congolaise. Il faut des mécanismes pour juguler les discours de haine au plus haut niveau, condamnant et poursuivant les responsables politiques qui s'engagent sur cette ligne. Ils sont nombreux au sein de l'arène politique Congolaise.

Robin DELOBEL, 29 Juin 2022 (Investig'Action)